



Pour publication immédiate : 03/01/2018

GOUVERNEUR ANDREW M. CUOMO

**LE GOUVERNEUR CUOMO PRESENTE SON PROGRAMME 2018 : RÉALISER LA PROMESSE D'UN GOUVERNEMENT PROGRESSISTE**

*Dans son 8<sup>e</sup> discours sur l'état de l'État, le Gouverneur Cuomo propose un programme ambitieux pour poursuivre sur la lancée de sept années de politique progressiste*

*Tandis que les attaques fédérales de Washington se poursuivent, l'Empire State montrera la voie à suivre, en renforçant les politiques sociales et économiques essentielles et en servant de modèle de progrès, d'unité et d'équité pour le pays*

*Un plan inédit à l'échelle nationale pour lutter contre l'attaque fédérale sur les impôts ; un programme à plusieurs volets pour les femmes ; les réformes de justice pénale les plus progressistes du pays ; les mesures de protection les plus rigoureuses pour garantir l'intégrité des élections de New York ; un programme de lutte contre le terrorisme majeur à l'échelle nationale*

*Le programme du Gouverneur poursuit une discipline financière record tout en réalisant des investissements considérables dans l'infrastructure du 21<sup>e</sup> siècle, en promouvant la création d'emplois et l'innovation, en s'attaquant à la situation des sans-abris, en élargissant l'accès à l'enseignement supérieur et en luttant contre le changement climatique*

*Une version PDF du livret officiel sur l'état de l'État de 2018 est disponible [ici](#)*

Le Gouverneur Andrew M. Cuomo a prononcé aujourd'hui son discours sur l'état de l'État 2018 (2018 State of the State) au Centre des Congrès Empire State Plaza à Albany. Le programme ambitieux du Gouverneur pour 2018 respecte la promesse d'un gouvernement progressiste en proposant une série de politiques économiques et sociales essentielles pour améliorer la vie des New-Yorkais. Le programme audacieux comprend un ensemble complet de réformes législatives, de solides investissements et des mesures ciblées, incluant un programme complet pour les droits des femmes, un plan inédit à l'échelle nationale pour lutter contre l'attaque fédérale sur les impôts, et les réformes de justice pénale les plus ambitieuses du pays, qui offriront davantage de

possibilités aux New-Yorkais et garantiront que l'Empire State continue à servir de modèle d'égalité, d'unité et d'équité pour le pays.

Ces vastes propositions s'appuient sur sept années de solides progrès réalisés sous la direction du Gouverneur Cuomo : l'adoption d'un salaire minimum à 15 dollars, la gratuité des études universitaires, l'égalité en matière de mariage, les congés payés pour raisons familiales, la sécurité des armes à feu, l'infrastructure et les réformes de justice pénale historiques, tout en réduisant les impôts pour la classe moyenne, en plafonnant les impôts fonciers et en limitant les augmentations des dépenses aux niveaux les plus bas enregistrés depuis des générations. Face à une attaque fédérale concertée perpétrée par Washington, New York continuera à montrer la voie à suivre en 2018, en promouvant nos valeurs communes d'opportunité, d'égalité, d'équité et d'espoir, et en prouvant la compétence de notre gouvernement progressiste.

**Le Gouverneur Andrew M. Cuomo a déclaré :** « New York est convaincu qu'aucun avenir ne se crée par la division, mais uniquement par l'unité. La tradition de New York consiste à s'attendre à ce que chacun fasse preuve de tolérance, l'inclusion est notre principe directeur, et la création d'une communauté est l'objectif ultime. Depuis trop longtemps dans ce pays, le gouvernement fait trop de promesses et ne les respecte pas assez. Cette administration comprend qu'un gouvernement efficace nécessite la confiance des citoyens et la compétence des dirigeants. Pour une meilleure société, les chefs du gouvernement doivent à la fois rêver et agir ; être visionnaires et accomplir les objectifs fixés. Nous sommes confrontés à des menaces sans précédent sur les droits des femmes, notre communauté d'immigrés, l'environnement et notre économie. New York est inébranlable. Nous continuerons à faire figure de chef de file au sein du pays en luttant pour protéger et promouvoir les droits de toutes les femmes, en garantissant l'intégrité de nos élections, en protégeant les ressources naturelles de New York, en créant les emplois de demain, en combattant l'attaque fédérale sur notre code des impôts et en réformant notre système de justice pénale pour que la richesse ne dicte pas l'issue d'un dossier. »

Voici les grandes lignes du programme du Gouverneur pour 2018 :

- Maintenir la compétitivité économique de New York
- Respecter la promesse de New York (New York Promise)
- Améliorer l'accès à l'éducation pour tous
- Poursuivre l'opportunité économique et la croissance dans le cadre de NY Works
- Offrir un New York plus propre, plus vert et plus sain : le Programme axé sur le bien-être
- Mener la lutte contre le changement climatique
- Faire avancer le programme Démocratie
- Construire un New York plus fort et plus sûr

*Le livret de la politique du Gouverneur pour 2018 est disponible [ici](#).*

**MAINTENIR LA COMPÉTITIVITÉ ÉCONOMIQUE DE NEW YORK**

Depuis le début, le Gouverneur Cuomo se bat afin de réduire les impôts pour les New-Yorkais. Le taux d'imposition de l'État payé aujourd'hui par tous les New-Yorkais est inférieur à celui qui était en vigueur lorsque le Gouverneur Cuomo est entré en fonction, et le Gouverneur a assuré le taux d'imposition le plus faible pour les classes moyennes depuis 1947, le taux d'imposition sur les sociétés le plus faible depuis 1968, et le taux d'imposition sur les ventes des fabricants le plus faible depuis 1917. Alors que Washington abandonne notre classe moyenne, New York continuera à lutter pour nos familles qui travaillent dur.

- **Lutter contre l'attaque fédérale sur les impôts à l'égard de New York** : La loi fiscale fédérale adoptée récemment représente une attaque contre New York. En limitant la déductibilité des impôts locaux et d'État, la loi augmente effectivement les impôts fonciers et les impôts sur le revenu de l'État des familles de la classe moyenne de 20 à 25 pour cent, et sape un fondement essentiel des finances des gouvernements étatiques et locaux dans l'État de New York et à travers le pays. New York est déjà le premier « État donateur » du pays, versant chaque année au Gouvernement fédéral 48 milliards de dollars de plus que ce qu'il reçoit en retour, et dans le cadre de la nouvelle loi, l'État paiera 14 milliards de dollars de plus par an. Le Gouverneur Cuomo est convaincu que nous devons prendre une mesure radicale pour préserver l'économie de notre État. Il propose une stratégie à plusieurs volets pour contrer cette attaque à l'égard de New York. Premièrement, nous contesterons cette double imposition fédérale sans précédent devant les tribunaux comme étant inconstitutionnelle, car elle viole les droits des États et le principe d'une protection égale. Deuxièmement, nous prendrons la tête de l'opposition de la nation face à la nouvelle loi, en lançant un effort visant à l'abroger et à la remplacer : la campagne d'équité fiscale pour tous (Tax Fairness for All). Troisièmement, nous prendrons des mesures pour protéger l'économie de l'État en étudiant la faisabilité d'un changement majeur dans la politique fiscale, et nous élaborons un plan en vue de restructurer le système actuel d'impôt sur le revenu et sur les salaires, et créer de nouvelles opportunités permettant des dons de bienfaisance pour soutenir les programmes publics. Pour lancer ce projet gigantesque et complexe, nous engagerons des experts fiscaux, des employeurs et d'autres parties prenantes dans un processus rigoureux et collaboratif afin de présenter une proposition promouvant l'équité pour les contribuables de New York, et protégeant la compétitivité de l'économie de New York.
- **Régler l'échappatoire des intérêts reportés** : Malgré les promesses affirmant le contraire, le gouvernement fédéral a maintenu ce que l'on appelle l'échappatoire des « intérêts reportés ». En utilisant une approche réunissant plusieurs États, le Gouverneur Cuomo règlera la question de ce cadeau fait à Wall Street.
- **Réduire les impôts à un niveau record pour les New-Yorkais des classes moyennes** : Le budget continue à réduire les taux d'impôts sur le revenu des particuliers (Personal Income Tax) pour les New-Yorkais des classes moyennes. Avec les réductions d'impôts des classes moyennes de 2012, les taux ont chuté, passant de 6,85 pour cent à 6,45 pour cent

pour les contribuables dans la tranche de revenus 40 000-150 000 dollars, et à 6,65 pour cent pour la tranche de revenus 150 000-300 000 dollars. Dans le cadre de ces nouvelles réformes, les taux chuteront encore plus cette année, atteignant respectivement 6,33 et 6,57 pour cent. Ils continueront à chuter jusqu'à atteindre 5,5 pour cent et 6 pour cent, respectivement, une fois que les réductions d'impôts seront entièrement en vigueur d'ici 2025. Le New-Yorkais moyen économisera 250 dollars d'impôts en 2018, et 698 dollars, une fois les mesures entièrement en vigueur. Cette nouvelle réduction des taux d'impôts permettra aux New-Yorkais de la classe moyenne d'économiser près de 6,6 milliards de dollars rien qu'au cours des quatre premières années, et les économies annuelles devraient atteindre 4,2 milliards de dollars et profiter à 6 millions de contribuables d'ici 2025. À mesure de la mise en œuvre des nouveaux taux d'imposition, ceux-ci seront les taux d'imposition des classes moyennes les plus bas de l'État en plus de 70 ans.

- **Continuer à réduire le fardeau fiscal que représentent les impôts fonciers en rendant permanents les panels de services partagés de comté de l'État :** Le Gouverneur Cuomo a pris l'engagement historique de réduire les impôts fonciers locaux pour des millions de New-Yorkais. L'État de New York poursuivra les progrès historiques accomplis en passant à l'étape suivante pour fournir aux gouvernements locaux de nouveaux outils permettant de remettre de l'argent dans les poches des familles de la classe moyenne. L'État prévoira 225 millions de dollars dans le budget de l'année fiscale 2019 pour compléter l'engagement de l'Initiative de services partagés à l'échelle du comté (County Wide Shared Services Initiative), et le Gouverneur s'efforcera de rendre permanents les panels de services partagés efficaces à l'échelle du comté de manière à institutionnaliser les initiatives de réduction des coûts. Le Gouverneur propose que le financement de l'État pour l'aide à la performance des gouvernements locaux soit conditionné à la continuation des panels de services partagés. L'État assouplira également les règles de création des consortiums de santé locaux pour réduire les coûts d'assurance santé à l'échelle locale. Le Gouverneur ordonnera au Département des services financiers de l'État de New York (New York State Department of Financial Services) de publier des orientations et de fournir une assistance technique aux gouvernements locaux afin de faciliter le processus de création de consortiums de santé, en particulier pour les municipalités plus petites. Le Gouverneur a demandé au Département d'État (Department of State) et à d'autres agences de continuer à collaborer avec les municipalités locales pour examiner d'autres obstacles juridiques et politiques aux services partagés par les municipalités, tels que le découpage en zones et d'autres éléments, qui seront étudiés lors de cette session. De plus, pour permettre aux communautés de l'État de profiter de la technologie d'éclairage urbain intelligent (Smart Street Lighting) et offrir aux contribuables des économies et des avantages en matière d'efficacité énergétique, le Gouverneur Cuomo lancera un programme d'éclairage urbain intelligent à l'échelle de l'État pour convertir 500 000 lampes de rue à la technologie LED d'ici 2025. Ce programme peut potentiellement réduire la consommation d'énergie annuelle dans l'ensemble de l'État de

482 gigawattheures, l'équivalent de 44 770 foyers, faire économiser aux contribuables 87 millions de dollars par an, réduire les émissions de gaz à effet de serre et améliorer la qualité de l'éclairage et la sécurité des communautés à travers l'État. Enfin, le Gouverneur Cuomo poursuivra le programme d'allègement d'impôts fonciers locaux de l'État qui offrira une réduction moyenne de 380 dollars d'impôts fonciers locaux à 2,6 millions de propriétaires rien que pour cette année.

## **RESPECTER LA PROMESSE DE NEW YORK**

### **Faire avancer le programme pour les femmes**

New York a une longue et fière tradition de chef de file en matière de défense des droits des femmes. De la naissance du mouvement des droits des femmes à Seneca Falls, à l'adoption récente de la politique de congés payés pour raisons familiales la plus complète à l'échelle nationale, New York continue à défendre les droits des femmes et à supprimer les obstacles à l'égalité.

En 2018, nous poursuivrons les progrès que nous avons accomplis en continuant à promouvoir l'égalité des femmes et à protéger nos droits contre les tentatives du gouvernement fédéral de nous paralyser et de nous affaiblir. Le Conseil sur les femmes et les filles (Council on Women and Girls) publiera un ensemble complet de recommandations politiques visant à créer des opportunités permettant aux femmes de réussir dans tous les domaines : travail, santé, sécurité, éducation et vie de famille.

- **Lutte contre le harcèlement sexuel sur les lieux de travail :** Le Gouverneur lancera un programme à plusieurs volets pour lutter contre le harcèlement sexuel sur le lieu de travail. Les réformes complètes pour protéger les droits des femmes comprennent des mesures législatives afin de prévenir l'utilisation des deniers publics pour le règlement de plaintes de harcèlement sexuel contre des personnes, annuler les politiques d'arbitrage forcées dans les contrats des employées, et obliger que les sociétés faisant affaire avec l'État divulguent le nombre d'arbitrages de griefs et d'accords de non-divulgaration qu'elles ont exécutés.
- **Retirer les armes à feu aux personnes coupables de violence domestique :** La loi de New York interdit aux individus condamnés pour un crime ou des délits « graves » de posséder des armes à feu. Cependant, certains délits mineurs de violence conjugale, tels que les délits de coups et blessures ou la strangulation, ne sont pas concernés. Afin de s'assurer que tous les coupables de violence domestique soient assujettis aux mêmes normes, le Gouverneur Cuomo proposera des mesures législatives pour inclure tous les délits mineurs de violence conjugale sur la liste des délits prohibés.
- **Mettre fin à l'extorsion sexuelle et à la vengeance pornographique :** Pour mettre fin à cette forme préoccupante d'exploitation sexuelle, le Gouverneur Cuomo propose une approche à deux volets qui criminalisera le fait de divulguer ou de menacer de divulguer des images ou vidéos sexuellement compromettantes, dans l'intention de causer un préjudice à la santé mentale ou émotionnelle de la victime ou de forcer la victime à se

livrer à un comportement sexuel ; et criminalisera le fait de forcer une personne à s'exposer ou à se livrer à une conduite sexuelle en menaçant de porter atteinte à la santé, à la sécurité, à l'entreprise, à la carrière, à la condition financière, à la réputation ou aux relations personnelles de la victime. Cette nouvelle législation créera les crimes suivants, qui nécessiteront également une inscription au registre des délinquants sexuels :

- La publication illégale d'images sexuelles : Avec l'intention de causer un préjudice à la santé mentale ou émotionnelle, une personne (1) diffuse des images de nature sexuelle intime ; ou (2) oblige une autre personne à se livrer à un acte en la menaçant de diffuser des images de nature sexuelle intime. Il s'agira d'un délit mineur de classe A ; passible d'une peine d'un an d'emprisonnement ou de trois ans de mise à l'épreuve.
- Extorsion sexuelle de 3e degré : Une personne oblige à ou persuade une autre personne d'exposer ses parties sexuelles ou intimes ou de se livrer à un comportement sexuel en engendrant chez elle un sentiment de peur que, si la demande n'est pas satisfaite, l'auteur réalisera une acte destiné à nuire à la santé, à la sécurité, aux affaires, à la carrière, à la situation financière, à la réputation ou aux relations personnelles de la personne ou d'une autre personne. Il s'agira d'un crime de classe E ; passible d'une peine de quatre ans d'emprisonnement.
- Extorsion sexuelle de 2e degré : Même chose que susmentionné mais la victime est âgée de moins de 17 ans. Il s'agira d'un crime de classe D ; passible d'une peine de sept ans d'emprisonnement.
- Extorsion sexuelle de 1er degré : Même chose que susmentionné mais la victime est âgée de moins de 15 ans. Il s'agira d'un crime de classe C ; passible d'une peine de quinze ans d'emprisonnement.
- **Codifier l'arrêt *Roe v. Wade* dans la loi de l'État** : Depuis des années, le Gouverneur Cuomo plaide en faveur de la codification de la décision de la Cour suprême *Roe v. Wade* et de ses décisions ultérieures dans la loi de l'État pour garantir l'accès des femmes aux options de santé reproductive. Cette année, le Gouverneur demandera à nouveau l'adoption d'une législation pour garantir les droits des femmes à prendre des décisions personnelles sur leurs soins médicaux pour protéger leur santé ainsi que leur vie, et pour garantir que les professionnels de la santé puissent fournir ces services essentiels sans crainte d'une sanction pénale. Le Gouverneur continuera également à défendre un amendement constitutionnel pour codifier ces mesures de protection dans la constitution de l'État.
- **Adopter la Loi sur la couverture complète des contraceptifs** : La contraception est un outil essentiel qui a permis aux femmes d'acquérir une indépendance économique et sociale. L'utilisation et la disponibilité de la contraception réduit également le taux de grossesses non désirées et d'avortement. Alors que le gouvernement fédéral réduit l'accès aux soins de santé reproductive, New York ne participera pas à une tentative de porter atteinte à l'indépendance des femmes. En 2017, le Gouverneur Cuomo s'est battu pour maintenir les mesures de protection de la santé

reproductive prévues par la Loi sur les soins abordables (Affordable Care Act), quoi qu'il se passe à l'échelle fédérale, en promulguant des réglementations garantissant un accès gratuit aux contraceptifs et à l'avortement médicalement nécessaire. En 2018, le Gouverneur proposera un projet de loi en vue d'inscrire dans la loi de l'État de New York l'accès à la contraception, y compris à la contraception d'urgence, en adoptant la Loi sur la couverture complète des contraceptifs (Comprehensive Contraceptive Coverage Act).

- **Appeler le Fonds commun de retraite de l'État de New York à investir dans les entreprises dirigées par des femmes et des personnes issues des minorités** : Le programme d'entreprises appartenant à des personnes issues des minorités ou à des femmes (Minority and Women-Owned Business Enterprises, MWBE) de l'État de New York a enregistré une augmentation importante de ses niveaux de participation grâce à l'objectif du Gouverneur de fixer à 30 pour cent le recours aux MWBE dans les contrats de l'État — l'objectif le plus élevé fixé par un État au sein du pays. Cependant, malgré ces progrès, les femmes et les minorités restent largement sous-représentées dans la création d'entreprises, les rôles de direction et les conseils d'administration. Pour mieux corriger ces déséquilibres, en 2018, le Gouverneur Cuomo appellera le Fonds commun de retraite (Common Retirement Fund) de New York à investir dans les entreprises caractérisées par une représentation adéquate des femmes et des minorités au sein de leur direction et de leur conseil d'administration. Le Gouverneur collaborera avec le Contrôleur DiNapoli pour mettre en place des processus et des normes visant à investir systématiquement dans les entreprises qui investissent dans le leadership des femmes et des minorités.
- **Reconduire la législation concernant le programme MWBE et élargir le programme MWBE à tous les contrats financés par l'État** : Depuis son entrée en fonction en 2011, le Gouverneur Cuomo a transformé le programme MWBE de l'État. Pour continuer à être à la hauteur de cette promesse, le Gouverneur Cuomo proposera une législation au cours de la session 2018 qui reconduira la loi et élargira les exigences du programme MWBE à davantage de contrats entièrement financés par l'État. La législation imposera des objectifs relatifs aux MWBE pour les fonds de l'État utilisés à des fins de passation des marchés à l'échelle locale. Ceci permettra d'attirer le financement d'État le plus important de l'histoire pour lutter contre la discrimination systémique et créer de nouvelles opportunités de participation pour les MWBE.

### **La justice pénale pour tous**

Le Gouverneur Cuomo a proposé des réformes de justice pénale importantes depuis son entrée en fonction, améliorant chaque phase du système judiciaire, de l'arrestation à la réinsertion dans la communauté. Trois réformes majeures ont été adoptées l'année passée, notamment le fait de relever l'âge (Raising the Age) de la responsabilité pénale, d'étendre à l'ensemble de l'État les réformes issues du règlement amiable historique Hurrell-Harring pour la défense pénale des prévenus indigents, et d'exiger des forces de l'ordre qu'elles enregistrent sur vidéo les interrogatoires pour les délits

graves, ainsi que le fait d'autoriser l'intégration des identifications de témoins menées correctement dans les éléments de preuve au procès. En 2018, New York renforcera ce progrès audacieux en rétablissant l'équité fondamentale dans le système de justice pénale de notre État.

- **Réformer la mise en liberté sous caution et la détention provisoire** : Lorsque les lois de New York régissant la mise en liberté sous caution ont été adoptées dans les années 1970, elles faisaient partie des plus progressistes au sein du pays. Malheureusement, le statu quo n'est plus acceptable. Le Gouverneur Cuomo propose une législation qui supprimera la caution monétaire pour les personnes accusées de délit mineur et de crime non violent. Au lieu de cela, les personnes seront libérées soit sur engagement, soit sous des conditions non monétaires imposées par le tribunal, comme par exemple, se présenter devant une agence de services préalables au procès (Pretrial Services Agency). Pour les personnes accusées de crime violent, la caution monétaire et la caution non monétaire seront toutes deux autorisées, mais uniquement après un examen individualisé, par un juge, de la nature du dossier, et des circonstances personnelles et financières de l'accusé. Si une caution monétaire est établie, le tribunal doit donner à l'accusé le choix entre une caution en espèces ou une caution fournie par des garants de caution judiciaire, et une forme alternative de caution, comme une caution non garantie (unsecured bond) ou une caution partiellement garantie (partially secured bond). De plus, dans des cas limités, comme les infractions liées à la violence familiale, les affaires impliquant des actes de violence graves, ou lorsqu'un accusé commet un nouveau crime alors qu'il est en liberté provisoire, un juge peut ordonner, à l'issue d'une procédure régulière, que l'accusé soit maintenu en détention avant le procès, sans possibilité de remise en liberté sous caution, s'il juge que l'accusé présente un risque de fuite important ou s'il existe une menace actuelle à la sécurité physique d'une personne pouvant être raisonnablement identifiée.
- **Élargir le processus de production de pièces** : Selon la proposition du Gouverneur Cuomo, les procureurs et la défense devront transmettre des informations selon un calendrier échelonné avant le début d'un procès. Ceci inclura la communication des éléments de preuve et des informations favorables à la défense ; des pièces à conviction prévues ; des avis d'experts ; des antécédents criminels des témoins ; et des informations relatives au mandat de perquisition, qui devront être transmis aux accusés en temps opportun et de manière cohérente. Cela permettra aux avocats de disposer des outils nécessaires pour représenter de manière adéquate leurs clients. De plus, avec la communication accélérée des informations obtenues auprès des témoins, ce plan prévoira de nombreuses procédures spéciales pour assurer la sécurité de ces témoins et l'intégrité du processus judiciaire.
- **Améliorer l'accès à un procès rapide** : À la demande du Gouverneur, la nouvelle législation proposée garantira que les affaires pénales soient jugées sans retard excessif et que les personnes ne soient pas maintenues en détention pour des durées abusives. La législation réduira les retards et les ajournements inutiles dans les procédures judiciaires, en exigeant que les personnes maintenues en détention — et pas uniquement leurs avocats — consentent à renoncer à leur droit d'être jugées promptement, cette renonciation devant être approuvée par un juge. Ces renonciations comprennent une date limite pour que



l'accusé, les avocats de la défense, les procureurs et les juges sachent quand le procès est prévu et ne seront accordées qu'une fois que l'accusé a comparu devant un juge. Les tribunaux effectueront également des examens périodiques des affaires dans lesquelles les accusés sont maintenus en détention, pour évaluer la déclaration du procureur indiquant qu'il est prêt à voir l'affaire jugée (Statement of readiness), réexaminer le statut concernant la mise en liberté sous caution, le cas échéant, et organiser une conférence préalable au procès. Une demande de rejet doit maintenant être effectuée au minimum 20 jours avant le début du procès, et doit inclure des allégations factuelles sous serment précisant les accusations concernant les périodes de temps portées contre l'accusation.

- **Transformer la confiscation civile de biens** : La nouvelle législation interdira toutes les saisies de biens, sauf en cas d'arrestation. Dans les cas où les personnes sont acquittées ou que l'affaire est rejetée, leur argent et leurs objets de valeur leur seraient rendus. De plus, la Division des services de justice pénale de l'État (State Division of Criminal Justice Services) élargira les obligations de déclaration pour inclure des informations supplémentaires, comme les données démographiques et géographiques, pour mieux comprendre comment la confiscation civile de biens est utilisée dans l'État de New York. Une fois qu'une série de données plus complète sera créée, New York évaluera le système de confiscation des biens et effectuera les modifications appropriées pour régler les problèmes identifiés.
- **Améliorer le processus de réinsertion** : Le Gouverneur propose de supprimer les interdictions légales anachroniques portant sur la certification professionnelle pour les professions non liées à l'application de la loi, et d'évaluer plutôt les candidats de manière individuelle. La suspension obligatoire du permis de conduire suite à une condamnation liée à la drogue sera également supprimée pour permettre aux gens de se rendre au travail et de suivre un traitement contre la toxicomanie, tant que les crimes n'impliquaient pas la conduite. De plus, le Gouverneur élargira en toute sécurité les possibilités de mise en liberté pour les personnes ayant prouvé leur réinsertion en augmentant le type et la variété des programmes fournis dans les prisons de l'État, pour ces personnes puissent bénéficier d'une libération au mérite et des réductions de peine dans les limites définies. Dans le cadre de cette proposition, le Conseil des libérations conditionnelles (Parole Board) examinera les cas en vertu d'une nouvelle disposition de liberté conditionnelle pour les personnes âgées (Geriatric parole), par le biais de laquelle le Conseil pourra tenir compte de tout risque pour la sécurité publique posé par ces personnes et de leur besoin d'un traitement adapté à leur âge au sein de la communauté. Les réformes accéléreront également la réinsertion sociale des citoyens sortis de prison en réduisant leurs charges financières après leur libération, notamment en supprimant les frais actuels de surveillance des libérés conditionnels et en demandant aux bureaux locaux chargés de l'exécution des pensions alimentaires pour les enfants de réviser les ordonnances de pensions alimentaires pour enfants des personnes détenues plus de six mois. Enfin, le Gouverneur a ordonné un examen complet des directives et pratiques en matière de révocation de la liberté conditionnelle afin d'identifier des alternatives appropriées à l'incarcération pour ceux qui enfreignent les conditions techniques de la libération conditionnelle, sans pour autant représenter un risque pour la sécurité publique.

- **Réduire l'utilisation de l'isolement cellulaire à New York** : En 2016, le Gouverneur Cuomo a commencé à mettre en œuvre un accord historique conclu entre l'Union des libertés civiles de New York (New York Civil Liberties Union) et le Département des services correctionnels et de la supervision communautaire (Department of Corrections and Community Supervision) pour réduire la fréquence et la durée de l'isolement cellulaire et améliorer les conditions au sein des prisons de l'État. Cette année, l'État a l'intention de poursuivre cette refonte en profondeur en demandant au Département des services correctionnels et de la supervision communautaire de supprimer plus de 1 200 lits dans les cellules d'isolement des prisons de l'État de New York.
- **Protéger les droits et la sécurité des New-Yorkais dans les prisons locales** : Pour remédier aux lacunes dans toutes les prisons locales, le Gouverneur propose une stratégie d'application immédiate de la Commission d'État des services correctionnels (State Commission of Correction). La Commission — qui est autorisée par la loi à surveiller tous les établissements pénitentiaires — effectuera un examen complet des établissements à travers New York ayant à de multiples reprises et de manière inacceptable manqué de satisfaire à leurs obligations de respecter les normes établies de sûreté, de sécurité et de service. Cet examen inclura une analyse des incidents devant être signalés, des décès en détention, et des conditions au sein de la structure. Sur décision de la Commission, les prisons locales ayant des problèmes persistants et généralisés seront tenues de créer et de respecter un plan de mesures correctives, soit pour améliorer leurs installations, soit pour les fermer rapidement, afin d'assurer la sécurité du personnel et des détenus.
- **Soutenir la Loi sur les enfants victimes (Child Victims Act)** : Le Gouverneur cherche à supprimer les délais de prescription pour toutes les affaires pénales en lien avec les relations sexuelles, commises contre une personne âgée de moins de 18 ans. De plus, le Gouverneur propose de prolonger les délais de prescription pour les poursuites civiles, en passant de trois ans à compter du 18<sup>e</sup> anniversaire d'une victime à 50 ans à compter de la date du délit. Cela donnerait à de nombreuses victimes la possibilité de se faire entendre devant un tribunal. Pour toute victime qui n'a pas la possibilité d'engager une action en justice, le Gouverneur prévoirait un délai d'un an, au cours duquel ces victimes pourraient démarrer leur action. Enfin, le Gouverneur supprimera la nécessité de déposer un avis de demande en justice auprès d'une entité publique avant d'être en mesure d'engager des poursuites contre cette entité.

### **Lancer un plan complet pour lutter contre l'absence de domicile**

Le Gouverneur s'est engagé à mettre en œuvre des solutions innovantes pour lutter contre le problème à multiples facettes des sans-abris, notamment en améliorant l'accès au logement abordable dans l'ensemble de l'État. En 2016, le Gouverneur a lancé un plan historique sur cinq ans de 20 milliards de dollars pour lutter contre l'absence de domicile et favoriser la construction de logements abordables dans l'État de New York, incluant un montant de 10 milliards de dollars pour mettre fin à la crise des sans-abris et soutenir les programmes de logement, les allocations-logement et autres coûts des foyers d'hébergement dans la ville de New York et dans l'ensemble de l'État. Le nouveau plan complet de l'État pour lutter contre l'absence de domicile s'appuiera sur les progrès accomplis à ce jour.

- **Augmenter les services de santé mentale et de traitement de la toxicomanie pour les personnes sans-abris** : Afin de renforcer les services d'hébergement pour les personnes sans-abris souffrant de maladie mentale dans les refuges existants pour les sans-abris, le Gouverneur Cuomo demandera au Bureau de la santé mentale (Office of Mental Health) et au Bureau d'aide temporaire et invalidité (Office of Temporary and Disability Assistance) de travailler ensemble pour établir des liens entre les équipes de Traitement communautaire dynamique (Assertive Community Treatment) et les refuges existants, pour permettre aux personnes souffrant de maladie mentale d'accéder aux traitements nécessaires. De plus, le Bureau des services contre l'alcoolisme et la toxicomanie (Office of Alcoholism and Substance Abuse Services) mettra à disposition des services de traitement de la toxicomanie fournis par des pairs, sur place, disponibles dans 14 refuges existants à travers l'État. Ces services offerts sur place aideront près de 200 sans-abris souffrant de toxicomanie, en fournissant des services dans les refuges situés dans les quartiers présentant les plus fortes augmentations de consommation de substances.
- **Exiger des services de proximité et un plan complet de services pour les sans-abris auprès de chaque District local de services sociaux** : Le problème des sans-abris est en hausse, et la situation des personnes sans domicile vivant dans la rue est le problème le plus difficile à résoudre. Le Gouverneur Cuomo exigera que les gouvernements locaux aient un programme de sensibilisation efficace pour lutter contre la situation des personnes vivant dans la rue, comme condition pour recevoir un financement de l'État pour les services aux sans-abris. Il demande également à l'Autorité des transports métropolitains (Metropolitan Transportation Authority, MTA), l'Autorité portuaire (Port Authority), Centro, l'Autorité des transports du district de la capitale (Capital District Transportation Authority), l'Autorité des transports régionaux de Rochester-Genesee (Rochester-Genesee Regional Transportation Authority) et à l'Autorité de transport de la frontière du Niagara (Niagara Frontier Transit Authority) de faire de même. Le Gouverneur demandera au Bureau d'aide temporaire et invalidité d'exiger que les districts de services sociaux participent aux activités de planification liées aux programmes de sensibilisation dans les rues, aux activités de prévention de la perte de domicile, au relogement rapide, et à la stabilité continue en matière de logement pour les anciens sans-abris. L'État exigera également que les districts des services sociaux participent aux efforts continus de l'État, fixent des objectifs raisonnables axés sur les données et adaptés aux besoins uniques des communautés, et effectuent des rapports réguliers sur les progrès accomplis. L'État fournira une assistance technique tout au long du processus de planification en publiant des orientations liées aux meilleures pratiques et aux politiques pouvant favoriser le succès.

**Nous sommes tous des New-Yorkais - Les droits des immigrés**

L'État de New York et cette nation ont été fondés sur le postulat que nous sommes tous égaux. Bien que cette promesse puisse être menacée par des actes de haine et d'intolérance, nous devons nous rappeler que nous sommes plus forts que cela : nous sommes un New York uni et nous sommes tous des immigrants. Sous la direction du Gouverneur Cuomo, nous poursuivrons notre tradition de protection des droits et des libertés de tous les New-Yorkais pour qu'ils aient la possibilité de réussir et de contribuer à la force culturelle et économique de notre État.

- **Poursuivre le premier Projet de défense des libertés du pays, pour offrir une représentation juridique essentielle aux immigrants :** L'année dernière, le Gouverneur Cuomo a lancé avec succès le Projet de défense des libertés (Liberty Defense Project), un fonds de défense juridique public-privé, dirigé par l'État, inédit au sein du pays, pour garantir que tous les immigrants, quel que soit leur statut, aient accès à un conseiller juridique de haute qualité. En partenariat avec les principaux prestataires de services juridiques à but non lucratif, le projet a considérablement amélioré la disponibilité d'avocats en droit de l'immigration dans l'ensemble de l'État. Alors que la politique peu judicieuse d'immigration mise en place à l'échelle fédérale continue à menacer les familles d'immigrants de New York, le Gouverneur Cuomo œuvrera en vue de garantir que le Projet de défense des libertés continue à soutenir et à développer le réseau de prestataires de services juridiques offrant ces services essentiels pour défendre nos communautés d'immigrants.
- **Adopter la Loi DREAM :** Depuis 2002, les étudiants sans papiers ont le droit de bénéficier des frais de scolarité pour les étudiants de l'État à la SUNY et CUNY s'ils sont diplômés d'un lycée de New York ou s'ils ont obtenu un diplôme d'éducation générale (General Educational Diploma, GED) dans l'État. Pourtant, chaque année, de nombreux étudiants talentueux diplômés des lycées de New York sont incapables de réaliser leur potentiel simplement parce qu'ils n'ont pas les moyens de payer les frais de scolarité et n'ont pas accès aux aides pour les frais de scolarité les aidant à payer leurs études. Nous pouvons faire mieux. Le Gouverneur Cuomo appuiera l'adoption de la Loi DREAM (DREAM Act) pour enfin ouvrir les portes de l'éducation supérieure à des milliers de New-Yorkais. La Loi DREAM donnera aux étudiants sans papiers un accès au Programme d'assistance pour les frais de scolarité (Tuition Assistance Program) ainsi qu'à des bourses administrées par l'État. Un investissement dans l'avenir des jeunes immigrants est un investissement dans l'avenir de New York.

### **Protéger les droits des travailleurs**

New York possède une longue et fière tradition de lutte pour les droits des travailleurs syndiqués. En période de stagnation des salaires, d'évaporation des pensions et de gonflement de la dette des ménages, les syndicats ouvrent la voie vers la classe moyenne et créent une croissance économique qui profite à tous les Américains.

- **Envisager d'éliminer le crédit de pourboire sur le salaire minimum pour renforcer la justice économique dans l'état de New York** : Le Gouverneur Cuomo demande au Commissaire du travail de planifier des audiences publiques pour évaluer la possibilité de mettre fin aux crédits de pourboire (Tip credits) sur le salaire minimum dans l'État de New York. Le Département du travail (Department of Labor) tiendra des audiences publiques pour demander l'avis des employés, des entreprises et d'autres parties prenantes afin de garantir que New York continue à protéger la justice économique pour tous les New-Yorkais.
- **Soutenir les organisations syndicales confrontées à des incertitudes devant la Cour suprême** : Les organisations syndicales du secteur public sont menacées à l'échelle nationale, et confrontées à des contestations juridiques menaçant leurs fondements mêmes. La Cour suprême des États-Unis entendra bientôt *Janus v. la Fédération américaine des employés de l'État, des comtés et municipaux (American Federation of State, County, and Municipal Employees)* qui cherche effectivement à mettre fin aux organisations syndicales publiques. La Cour déterminera si les accords sur les frais comme ceux qui sont autorisés dans le cadre de la Loi Taylor violent le premier amendement. Alors que le pays attend une décision dans l'affaire Janus, le Gouverneur Cuomo soutient les syndicats publics dans leur combat pour la survie, et fera tout ce qui est en son pouvoir pour protéger les droits des travailleurs et protéger le droit d'organisation et de négociation collective.

### **Servir nos anciens combattants**

Sous la direction du Gouverneur Cuomo, New York a soutenu des programmes visant à faire de New York l'État le plus favorable aux anciens combattants dans le pays. La Division des affaires des anciens combattants (Division of Veterans' Affairs) de l'État de New York continue à renforcer ses liens avec les près de 775 000 anciens combattants vivant dans l'État de New York.

- **Prévenir l'exploitation financière des anciens combattants et de leurs familles** : Les anciens combattants qui se sont battus pour protéger notre État et notre nation ne devraient jamais avoir à lutter contre des ennemis une fois de retour chez eux. Trop souvent, des entreprises malhonnêtes prennent pour cible les anciens combattants âgés et/ou handicapés, en promettant d'aider les anciens combattants et les membres de leur famille à obtenir des prestations fédérales en échange de frais souvent considérables. Le Gouverneur Cuomo propose de promulguer la législation la plus stricte du pays contre l'appropriation des pensions afin d'éradiquer ce comportement prédateur. Cette loi mettra en œuvre de nouvelles obligations de déclaration pour les entreprises qui font de la publicité pour leurs services payants de dépôt de demandes et d'appels pour les prestations des Affaires des anciens combattants, et permettra de poursuivre les entreprises qui enfreignent ces normes.
- **Désigner de manière adéquate l'Agence des services aux anciens combattants de l'État de New York** : La Division des affaires des anciens combattants de l'État de New York est souvent prise par erreur

pour le Département des affaires des anciens combattants des États-Unis (U.S. Department of Veterans Affairs). Pour éviter cette confusion, la Division des affaires des anciens combattants de l'État de New York deviendra désormais la Division des services aux anciens combattants (Division of Veterans' Services) de l'État de New York. Ce nouveau nom définit précisément la mission fondamentale de cette agence — servir les anciens combattants et leur famille jusqu'au bout — et établit une distinction claire entre la Division et les Affaires des anciens combattants à l'échelle fédérale, évitant ainsi des erreurs et une confusion inutiles à l'avenir.

- **Élargir les programmes pour les anciens combattants derrière les barreaux** : Par le biais du Département des services correctionnels et de la supervision communautaire (Department of Corrections and Community Supervision, DOCCS), le Gouverneur a mis en œuvre trois Programmes thérapeutiques résidentiels pour les anciens combattants (Veterans Residential Therapeutic Programs) dans les établissements pénitentiaires de sécurité moyenne qui identifient les besoins individuels de chaque ancien combattant et leur fournissent les services adaptés. Dans le cadre de cette nouvelle proposition, le Gouverneur fournira les ressources pour élargir les programmes disponibles et proposer les programmes dans les établissements pénitentiaires de sécurité maximale pour la première fois.
- **Fournir un accès à la justice pour les anciens combattants par le biais des Partenariats entre facultés de droit** : En s'appuyant sur le succès des subventions Justice pour les héros (Justice for Heroes) de New York, le Gouverneur Cuomo élargira le programme pour offrir aux écoles participantes la possibilité de renouveler leurs subventions pour les deux prochaines années. En accordant aux facultés de droit jusqu'à 150 000 dollars, chaque école participante sera en mesure d'améliorer la durabilité de ses nouvelles initiatives de services juridiques, garantissant la prestation de services juridiques gratuits aux anciens combattants et à leur famille par le corps enseignant et les étudiants de ces écoles pendant de nombreuses années à venir.

## **AMÉLIORER L'ACCÈS À L'ÉDUCATION POUR TOUS**

### **L'importance de l'éducation dès le plus jeune âge**

Le Gouverneur Cuomo a défendu la santé de la petite enfance et de la famille pour garantir que tous les enfants soient en bonne santé et grandissent harmonieusement dans l'État de New York. Le Gouverneur reconnaît qu'il est essentiel que nos enfants bénéficient de ces services au cours de la période de développement essentielle lorsqu'ils sont jeunes. Un soutien et une éducation au cours de la petite enfance constituent la base d'une éducation de qualité et peuvent améliorer considérablement les perspectives à long terme pour nos jeunes. En s'appuyant sur les progrès accomplis ces dernières années, le Gouverneur Cuomo réalisera des investissements essentiels pour renforcer les programmes liés à la petite enfance et élargir leur accès à davantage de New-Yorkais.

- **Investir lorsque cela importe le plus - Les 1 000 premiers jours de la vie** : En août 2017, le Gouverneur Cuomo a demandé au Département de la santé (Department of Health) de créer un groupe de travail sur les 1 000 premiers jours sous Medicaid (First 1,000 Days on Medicaid) pour identifier et recommander des manières d'améliorer les résultats et les opportunités pour les jeunes enfants et leur famille, par le biais d'un accès aux services de santé infantile, et l'expansion des autres programmes de coordination du système lié à la santé et à la petite enfance et de soutien aux familles. En se basant sur les recommandations du groupe de travail, le Gouverneur Cuomo commencera la mise en œuvre du plan complet sur les 1 000 premiers jours afin de :
  - Élaborer un modèle clair et normalisé de soins de pédiatrie de base pour garantir que la croissance et le développement sont sur la bonne voie et mettre en place un outil de mesure uniforme pour permettre aux prestataires et aux enseignants d'évaluer le développement d'un enfant dès son entrée à l'école maternelle.
  - Faciliter des modèles de soins prénatals en groupe pour soutenir les femmes enceintes vivant dans les quartiers enregistrant le plus grand nombre de problèmes liés à la naissance au sein de l'État, dont une forte incidence de naissances prématurées et de faible poids à la naissance.
  - Augmenter les visites à domicile dans trois communautés à risque élevé utilisant une approche ciblée afin de connecter les familles à un programme de visites à domicile répondant le mieux à leurs besoins et à leur éligibilité.
  - Lancer des services d'orientation fournis par d'autres familles dans des lieux communautaires autres que le milieu médical, comme les refuges pour les familles sans abri et les centres de traitement de la toxicomanie, pour faciliter un transfert efficace, en présence de la famille, du prestataire ayant diagnostiqué l'enfant au prestataire assurant le traitement, permettant ainsi une continuité des soins dans les services destinés aux familles à risque.
  - Offrir aux parents de jeunes enfants un accès amélioré aux modèles de thérapie parent-enfant basés sur des preuves.
  
- **Élargir la pré-maternelle aux enfants de 3 et 4 ans dans les écoles défavorisées à travers l'État** : Sous la direction du Gouverneur Cuomo, l'État a plus que doublé son engagement envers la pré-maternelle, en passant de 385 millions de dollars à plus de 800 millions de dollars. De plus, depuis que le Gouverneur Cuomo a lancé la pré-maternelle à trois ans en 2015, plus de 30 millions de dollars sont désormais consacrés entièrement aux enfants de trois ans défavorisés. Le Gouverneur Cuomo continuera à investir dans la pré-maternelle en investissant 15 millions de dollars supplémentaires pour créer 3 000 nouvelles places pour les enfants de trois et quatre ans dans les écoles défavorisées à travers l'État.
- **Créer le groupe de travail sur la disponibilité des services de garde d'enfants (Child Care Availability Taskforce)** : Pour renforcer les investissements de l'État dans la garde d'enfants et le développement de

services de garde d'enfants sûrs, accessibles et abordables, le Gouverneur Cuomo crée un nouveau Groupe de travail sur la disponibilité des services de garde d'enfants. Ce Groupe de travail, qui inclura des représentants de la communauté des prestataires de services de garde d'enfants, la communauté des organismes de défense des droits, des représentants de la communauté des affaires, des syndicats représentant les prestataires de services de garde d'enfants, des représentants de plusieurs agences de l'État et départements locaux de services sociaux, sera chargé d'examiner l'accès à des services de garde d'enfants abordables ; la disponibilité des services de garde d'enfants pour ceux dont les horaires de travail ne sont pas traditionnelles ; les changements législatifs et réglementaires qui pourraient promouvoir ou améliorer l'accès aux services de garde d'enfants ; les incitations aux entreprises pour augmenter l'accès aux services de garde d'enfants ; et l'impact sur les crédits et déductions d'impôt liés aux services de garde d'enfants.

### **Un plan en cinq points pour garantir qu'aucun étudiant n'ait faim**

Le programme No Student Goes Hungry (Pour qu'aucun étudiant n'ait faim) du Gouverneur comprend des investissements visant à élargir le Programme de la Ferme à l'École (Farm to School), une législation visant à améliorer l'accès à un petit-déjeuner gratuit et à mettre fin à l'humiliation liée aux repas, et des changements de politiques pour garantir que les élèves et étudiants de la maternelle à l'université aient accès à des aliments frais de la ferme dans un environnement éducatif de qualité.

- **Interdire l'humiliation liée aux repas dans l'ensemble de l'État :** L'humiliation liée aux repas est une pratique scandaleuse appliquée dans certaines écoles, où les enfants sont publiquement humiliés en face de leurs camarades par des adultes, parce qu'ils n'ont pas d'argent pour payer leur déjeuner. Le Gouverneur proposera une loi qui, lorsqu'elle sera adoptée, mettra immédiatement fin à la pratique de l'humiliation liée au repas quelle qu'elle soit.
- **Exiger un petit-déjeuner après le début de la classe :** Pour élargir l'accès au petit-déjeuner et éviter que les élèves n'aient faim pendant les cours du matin, le Gouverneur Cuomo proposera d'imposer aux établissements scolaires comptant plus de 70 pour cent d'élèves ayant droit à un déjeuner gratuit ou à prix réduit, de proposer un petit-déjeuner après le début de la journée d'école, pour la prochaine année scolaire. Dans les programmes efficaces proposant un petit-déjeuner après le début de la classe, les établissements scolaires peuvent soit servir le petit-déjeuner en classe, soit mettre en place des distributeurs proposant des aliments nutritifs pour garantir que les élèves aient accès au petit-déjeuner tandis qu'ils commencent leur journée. Pour faciliter la transition, l'État fournira une assistance technique et des fonds d'immobilisations pour l'équipement, comme des réfrigérateurs et des distributeurs automatiques pour soutenir le programme de petit-déjeuner après le début de la classe.
- **Élargir le Programme de la Ferme à l'École :** New York doublera l'investissement de l'État dans le Programme de la Ferme à l'École pour



soutenir l'utilisation d'aliments sains, locaux et produits à New York dans les districts scolaires à travers l'État. Le Programme de la Ferme à l'École a été créé pour établir des liens entre les établissements scolaires et les producteurs locaux, et offre une assistance technique et des capacités permettant aux établissements scolaires de s'approvisionner en produits locaux, afin de les aider à fournir aux élèves des repas nutritifs à partir d'aliments produits par des exploitations agricoles locales.

- **Augmenter l'utilisation des aliments frais de la ferme, produits localement, à l'école** : Le manque d'aliments sains et nutritifs peut entraver la capacité d'un enfant à se concentrer et à obtenir de bons résultats à l'école. Cela est également lié à des niveaux de problèmes comportementaux et émotionnels plus élevés chez les enfants de l'école maternelle à l'adolescence. Pour encourager les districts scolaires à utiliser davantage de produits locaux et frais venant de la ferme, le Gouverneur Cuomo proposera une augmentation du remboursement reçu par les établissements scolaires pour les déjeuners, du montant actuel de 5,9 cents par repas à 25 cents par repas pour tout district achetant au moins 30 pour cent des ingrédients auprès des exploitations agricoles de New York.
- **Exiger des banques alimentaires sur tous les campus SUNY et CUNY** : Pour garantir la disponibilité régulière de choix alimentaires sains pour les jeunes adultes dans les campus universitaires, le Gouverneur exigera que tous les établissements universitaires SUNY et CUNY proposent des banques alimentaires physiques sur le campus, ou qu'ils permettent aux étudiants de recevoir de la nourriture par le biais d'un dispositif séparé, exempt de toute stigmatisation. Le Gouverneur propose un investissement de l'État d'1 million de dollars pour permettre aux établissements scolaires de mettre en œuvre le programme.

### **Élargir les programmes éducatifs de haute qualité pour tous**

Le Gouverneur Cuomo a assuré des investissements record dans l'enseignement de la maternelle à la terminale pour soutenir tous les élèves au sein de l'État, reconnaissant qu'aucun investissement n'est plus important que l'avenir de nos jeunes.

L'investissement de l'État dans l'éducation a continué à augmenter sous la direction du Gouverneur. Cette année, le Gouverneur Cuomo continuera à élargir les programmes éducatifs et à mettre les jeunes sur la voie du succès.

- **Lancer un nouveau cycle du programme d'activités extrascolaires de l'Empire State (Empire State After-School Program)** : L'année dernière, le Gouverneur Cuomo a créé le programme d'activités extrascolaires de l'Empire State, qui a accordé 35 millions de dollars pour créer 22 000 places d'activités extrascolaires dans les communautés défavorisées. Cette année, le Gouverneur propose 10 millions de dollars supplémentaires pour soutenir la création de 6 250 nouvelles places dans les communautés enregistrant des taux élevés d'étudiants sans-abris, ou au sein desquelles on a identifié le besoin d'un lieu sûr pour accueillir les étudiants après la fin de la journée scolaire. Les programmes

extrascolaires de haute qualité sont associés à un retour de 3 dollars pour chaque dollar dépensé.

- **Élargir le programme efficace de lycées pré-universitaires en développant le réseau d'écoles à travers l'État** : Pendant l'administration du Gouverneur, New York a dépensé 47 millions de dollars pour soutenir les lycées pré-universitaires (Early College High Schools), un programme innovant où les étudiants peuvent obtenir des crédits universitaires menant à un diplôme universitaire du premier cycle, tout en obtenant leur diplôme d'études secondaires. Afin d'élargir le modèle de programme de lycée pré-universitaire aux étudiants dans l'ensemble de l'État, le Gouverneur propose 9 millions de dollars supplémentaires pour soutenir la création d'au moins 15 lycées pré-universitaires, où les écoles s'associeront à un établissement universitaire et à un partenaire de l'industrie afin de créer des opportunités permettant à chaque étudiant de l'école d'obtenir son diplôme, ainsi que des crédits universitaires.
- **Étendre l'enseignement de l'informatique à l'ensemble des écoles primaires, des collèges et des lycées** : La technologie fait partie des secteurs d'emploi connaissant la croissance la plus rapide, et les étudiants de New York doivent être préparés aux emplois de demain. Afin de garantir que les écoles de New York puissent proposer des cours d'informatique, le Gouverneur propose un engagement annuel de 6 millions de dollars pour assurer un soutien et un perfectionnement des enseignants en informatique et en ingénierie. De plus le Gouverneur Cuomo appellera le Département de l'éducation (Education Department) de l'État à collaborer avec des leaders du secteur afin de développer des modèles de normes pour l'informatique.

### **Accroître l'accès à l'enseignement supérieur**

Le Gouverneur Cuomo a fait figure de chef de file à l'échelle nationale en élargissant l'accès à un enseignement universitaire abordable et de qualité, et fournit à nos jeunes les outils dont ils ont besoin dans l'économie du 21<sup>e</sup> siècle. Depuis son entrée en fonction, le Gouverneur a pris des mesures pour réduire les obstacles financiers aux études universitaires, notamment la mise en œuvre d'un plan de frais de scolarité rationnel limitant les augmentations des frais de scolarité des universités SUNY et CUNY, la création du programme d'exonération de remboursement des prêts « Get On Your Feet », le lancement de la bourse d'études Excelsior révolutionnaire pour offrir des études universitaires gratuites aux familles de la classe moyenne, et l'investissement de 8 millions de dollars pour réduire les coûts des manuels d'études grâce à des innovations telles que les ressources éducatives ouvertes (Open Educational Resources) dans les établissements SUNY et CUNY.

En s'appuyant sur ces réalisations historiques, le Gouverneur Cuomo continuera à se battre pour garantir que tous les New-Yorkais puissent suivre des études universitaires et réaliser leurs rêves.

- **Lancer la deuxième phase du programme de scolarité gratuite Excelsior** : L'année dernière, le Gouverneur Cuomo a créé la bourse

d'études Excelsior (Excelsior Scholarship) historique, un programme inédit à l'échelle nationale fournissant une scolarité gratuite dans les établissements universitaires publics de New York aux familles des classes moyennes. En complément aux autres sources d'aide aux frais de scolarité, y compris le généreux Programme d'aide aux frais de scolarité (Tuition Assistance Program) de l'État de New York, la bourse d'études Excelsior permet à près de 53 pour cent des étudiants à temps plein des universités SUNY et CUNY de l'État, soit plus de 210 000 résidents de New York, de suivre gratuitement des études. Pendant l'année fiscale 2019, la bourse d'études Excelsior entrera dans la deuxième année de sa période de mise en œuvre sur trois ans. À partir de l'année universitaire 2018-19, le seuil d'admissibilité basé sur le revenu de la bourse d'études Excelsior augmentera, permettant aux New-Yorkais dont les revenus du ménage atteignent jusqu'à 110 000 dollars de bénéficier du programme. Pour poursuivre ce programme historique, le Gouverneur propose 118 millions de dollars pour soutenir 27 000 étudiants dans le programme de bourse d'études Excelsior.

- **Lutter contre l'explosion de la dette étudiante** : Élargir l'accès à une éducation supérieure abordable est essentiel, et l'État de New York a montré la voie à suivre. Le Gouverneur proposera un plan complet pour réduire davantage la dette des étudiants, comprenant notamment la création d'un poste d'ombudsman des prêts étudiants au sein du Département des services financiers (Department of Financial Services) ; le fait d'exiger que tous les collèges indiquent chaque année aux étudiants les montants estimés engagés pour les prêts étudiants, y compris la somme engagée jusqu'à présent, une fourchette du montant total des remboursements, incluant le capital et les intérêts, et le montant du remboursement mensuel que l'étudiant peut engager pour le prêt à ce jour ; l'adoption de vastes mesures de protection pour les étudiants, parmi lesquelles la garantie qu'aucun agent de prêts étudiants ou conseiller en dette ne puisse tromper un emprunteur, commettre des actes ou pratiques abusifs, détourner les paiements, fournir des évaluations inexactes aux agences d'évaluation du crédit ou se livrer à d'autres pratiques pouvant nuire à l'emprunteur ; et l'interdiction de la suspension des licences professionnelles des personnes en retard ou en défaut de paiement dans le cadre de leurs prêts étudiants.

## **NY WORKS**

### **Préparer la main-d'œuvre d'aujourd'hui et de demain**

Le Gouverneur Cuomo a observé un renouveau remarquable de l'économie de New York. Depuis son entrée en fonction, l'économie de New York a créé plus d'un million d'emplois dans le secteur privé et le taux de chômage de l'État est passé de 8,3 pour cent à 4,7 pour cent. Mais au milieu de cette croissance économique d'aujourd'hui, le Gouverneur Cuomo reconnaît l'urgente nécessité de préparer les New-Yorkais aux emplois bien rémunérés de demain. En moyenne, près de 362 000 offres d'emploi seront proposées chaque année à New York au cours des dix

prochaines années, et le Gouverneur Cuomo s'engage à garantir que les New-Yorkais soient équipés pour pourvoir ces postes.

- **Établir une nouvelle demande de financement consolidé de 175 millions de dollars pour des investissements dans la main-d'œuvre par le biais des Conseils régionaux de développement économique, ciblant les domaines émergents :** L'établissement de la Demande de financement consolidé (Consolidated Funding Application, CFA) pour les fonds de développement économique est l'une des principales réalisations du Gouverneur en matière de développement économique - une approche ascendante qui réunit des leaders de l'enseignement supérieur, de l'industrie et du gouvernement pour planifier l'avenir de leur région. L'État a investi plus de 5,4 milliards de dollars par l'intermédiaire des Conseils régionaux de développement économique (Regional Economic Development Council, REDC), qui ont financé plus de 6 300 projets et qui soutiennent plus de 220 000 emplois dans tout l'État. S'appuyant sur le succès de ce modèle ascendant, l'établissement d'une nouvelle Demande de financement consolidé pour les investissements de main-d'œuvre soutiendrait les efforts régionaux stratégiques qui répondent aux besoins à court terme des entreprises, améliorent les réseaux de talents régionaux, élargissent l'apprentissage et répondent aux besoins à long terme des industries en expansion - avec un accent particulier sur les domaines émergents avec une demande croissante pour des emplois comme l'énergie propre et la technologie. Les fonds appuieraient également les efforts visant à améliorer la sécurité économique des femmes, des jeunes et d'autres populations confrontées à des obstacles importants à l'avancement professionnel. Le financement de la CFA de la main-d'œuvre comprendra à la fois 150 millions de dollars en nouvelles ressources souples et 25 millions de dollars en fonds de main-d'œuvre existants.
- **Élargir le programme Youth Works de New York :** Pour prendre appui sur le succès du Programme d'emplois pour les jeunes (Youth Jobs Program), le Gouverneur Cuomo propose d'augmenter de 50 pour cent le crédit maximum disponible aux employeurs certifiés de New York — en augmentant ainsi le crédit d'impôt maximum de 5 000 dollars à 7 500 dollars pour les jeunes certifiés employés à temps plein, et de 2 500 dollars à 3 750 dollars pour ceux employés à temps partiel. De plus, pour aider les participants à mieux acquérir les compétences dont ils ont besoin pour passer d'un poste de niveau débutant à une carrière choisie, le Gouverneur demandera au Département du Travail d'aligner et de mettre en relation les employeurs et les jeunes participant au Programme d'emplois pour les jeunes, avec les efforts régionaux de développement de la main-d'œuvre des universités SUNY, CUNY et du Conseil des services éducatifs coopératifs (Board of Cooperative Educational Services, BOCES) de New York. Cet alignement générera des investissements dans la main-d'œuvre de l'État et renforcera le développement des compétences que les employeurs sont en mesure de

fournir sur place, avec un soutien supplémentaire de la main-d'œuvre en classe et en ligne.

- **Créer un nouveau Bureau de développement de la main-d'œuvre (Office of Workforce Development) :** Actuellement, il existe des douzaines de programmes disponibles dans divers organismes, mais si nous voulons maximiser notre capacité à répondre aux besoins de main-d'œuvre de l'État, l'État doit mieux intégrer ce processus fragmenté. Le Bureau du développement de la main-d'œuvre servira de centre de responsabilité et de coordination pour tous les programmes de formation de la main-d'œuvre pour l'État, y compris le nouveau programme CFA. Dirigé par un nouveau directeur du développement de la main-d'œuvre, le Bureau établira des normes pour la performance du programme et assurera l'alignement avec les objectifs de développement économique de l'État et des différentes régions. Le directeur siègera au Conseil d'investissement de main-d'œuvre de l'État, à l'Équipe d'évaluation de la mise en œuvre stratégique (qui examine les propositions soumises par les 10 conseils régionaux de développement économique) et aux conseils régionaux des collèges communautaires.

### **Poursuivre la stratégie ascendante de développement économique régional**

Le Gouverneur Cuomo sait que le rêve américain est axé sur la sécurité économique et la mobilité. Il s'est battu pour supprimer les obstacles aux opportunités, renforcer la classe moyenne et construire des chemins en vue de donner à tous les New-Yorkais la chance de réussir et de construire une vie meilleure pour eux-mêmes et leur famille. Sous la direction du Gouverneur Cuomo, New York a transformé son approche de développement économique et a adopté une stratégie ascendante, qui accorde davantage d'autonomie aux communautés locales à travers l'État.

- **Investir 750 millions de dollars dans le huitième tour des Conseils régionaux de développement économique :** Le Gouverneur Cuomo a créé le concours des Conseils régionaux de développement économique en 2011 pour développer des plans régionaux de développement économique par le biais d'une approche ascendante qui a rassemblé des dirigeants de l'enseignement supérieur, de l'industrie et du gouvernement dans l'objectif de planifier l'avenir de leur région. L'État a investi plus de 5,4 milliards de dollars par l'intermédiaire des REDC qui ont financé plus de 6 300 projets et qui soutiennent plus de 220 000 emplois dans tout l'État. Afin de capitaliser sur la réussite du programme des REDC, le Gouverneur propose de poursuivre cette approche de développement économique régional grâce à un huitième tour des prix des REDC, avec 750 millions de dollars pour financer les projets prioritaires à l'échelle régionale.
- **Lancer la troisième phase de l'Initiative de revitalisation du centre-ville (Downtown Revitalization Initiative) :** Pour donner aux communautés les outils dont elles ont besoin pour sélectionner et soutenir les stratégies de revitalisation ciblées, et renforcer le bilan avéré du Gouverneur pour dynamiser l'économie de l'État, l'État de New York complétera son Initiative de revitalisation du centre-ville déjà couronnée

de succès par 100 millions de dollars supplémentaires, fournissant jusqu'à 10 millions de dollars de subventions dans chaque région. Ensemble, ces investissements garantiront que les communautés disposent des outils dont elles ont besoin pour stimuler leur économie locale et transformer leurs quartiers de centre-ville.

### **Construire l'infrastructure du 21<sup>e</sup> siècle**

Sous la direction du Gouverneur Cuomo, New York va de l'avant grâce à un programme d'infrastructure de 100 milliards de dollars, le programme de construction le plus énergique et le plus ambitieux au sein du pays. Des investissements visant à rénover les routes et les ponts à la reconstruction des aéroports pour le 21<sup>e</sup> siècle, New York réalise des projets audacieux à travers l'État : un nouveau hall ferroviaire Moynihan pour offrir à New York le centre de transport de premier ordre qu'il mérite ; un agrandissement d'1,2 million de pieds carrés du Centre de conventions Javits (Javits Convention Center) ; un nouveau pont Kosciuszko, le premier nouveau pont majeur dans la ville de New York depuis plus de 50 ans ; de nouvelles gares ferroviaires à Niagara Falls, Rochester et Schenectady ; une transformation de 6,6 milliards de dollars de Long Island Railroad ; un plan d'investissement sans précédent dans la MTA pour faire entrer le réseau de métro de la ville de New York dans le 21<sup>e</sup> siècle.

- **Le haut débit pour tous : Subventions de la Phase III du programme New NY Broadband** : En 2015, le Gouverneur a créé le programme New NY Broadband, l'investissement le plus important et le plus ambitieux de l'État dans l'Internet haut débit, dans l'objectif de garantir que tous les New-Yorkais aient accès au haut débit à grande vitesse. Depuis son lancement, le programme dessert 2,3 millions de foyers et a élargi l'accès au haut débit à plus de 98 pour cent des New-Yorkais. Cette année, le Gouverneur proposera la Phase III des subventions du programme New NY Broadband pour couvrir les deux pour cent restants de New-Yorkais, en connectant 120 000 endroits supplémentaires. La troisième phase catalysera un investissement total de plus de 360 millions de dollars, dont 225 millions de dollars de financement de l'État. Avec la Phase III, le Gouverneur est fier d'annoncer que New York a investi 1 milliard de dollars dans cet effort, et que 99,9 pour cent des New-Yorkais ont des engagements pour un accès à haut débit et à grande vitesse, tout le monde ayant, à l'exception d'un pour cent des personnes, accès à un service de 100 Mbps ou plus.
- **Élargir le péage sans espèces à l'ensemble de la Thruway de l'État de New York (New York State Thruway) et aux carrefours de l'Autorité portuaire** : En supprimant la nécessité de s'arrêter au péage, cette technologie améliore l'expérience de conduite, accélère la circulation et profite à ceux qui vivent à proximité des cabines de péage en réduisant les émissions liées aux embouteillages. Le Gouverneur a soutenu la mise en œuvre du péage sans espèces dans les ponts et les tunnels de la MTA, dont les travaux ont été achevés en 2017, et a également annoncé cette même année l'expansion du péage sans espèces aux installations de péage d'Harriman et de Grand Island sur la Thruway. Pour développer ces avantages à l'ensemble de l'État, le Gouverneur Cuomo prévoit de

mettre en œuvre une technologie de péage sans espèces dans tous les postes de péage le long de la Thruway. De plus, le Gouverneur a également invité l'Autorité portuaire de New York et du New Jersey (Port Authority of New York and New Jersey, PANYNJ) à étudier la possibilité d'installer des dispositifs de péage sans espèces dans tous les ponts et tunnels exploités par la PANYNJ. Une fois ces installations achevées, les usagers de la Thruway, de la ville de New York à Buffalo, verront une réduction des embouteillages, ainsi que des améliorations de la durée des trajets. Le projet utilisera le processus de conception-construction afin de réduire les coûts et d'accélérer le calendrier des travaux. Le péage sans espèces sur l'ensemble du réseau de la Thruway sera opérationnel en 2020.

- **Investir dans de nouveaux transports en commun, de nouvelles routes et de nouveaux ponts :** En 2018, l'État de New York poursuivra son programme d'infrastructure historique en investissant 11,7 milliards de dollars pour transformer l'infrastructure de transport de l'État. Le Département des transports (Department of Transportation, DOT) de l'État effectuera des travaux de revêtement sur 2 000 miles de chaussée, et réparera et rénovera 500 ponts, et l'Autorité Thruway de l'État de New York (New York State Thruway Authority) remplacera 170 miles de voies supplémentaires, réparera et rénovera 25 ponts, et achèvera les travaux du nouveau pont Governor Mario M. Cuomo en 2018.
- **Réaménager et changer l'image de Stewart International :** Le Gouverneur appelle l'Autorité portuaire (Port Authority) à approuver cet investissement de 34 millions de dollars, qui améliorerait l'accès aux destinations et attractions de renommée mondiale de la Vallée de Mid-Hudson, en soutenant la construction d'un poste de contrôle fédéral (federal inspection station, FIS) permanent du service des douanes et de la protection des frontières américain (U.S. Customs and Border Protection). Le nouveau FIS permettra à l'aéroport de gérer à la fois les vols domestiques et internationaux, tout en offrant une expérience passager plus agréable pour tous les voyageurs. En outre, dans le cadre de cet effort de modernisation et pour améliorer sa notoriété, l'aéroport sera renommé New York International at Stewart Field.
- **Construire une nouvelle station Metro North à Woodbury Common :** Woodbury Common attire environ 13 millions de visiteurs par an, ce qui entraîne des embouteillages importants au sein de la communauté, et pourtant, aucune option de transport ferroviaire n'offre aux visiteurs une alternative à l'utilisation d'un véhicule. En menant la transformation accélérée de l'axe de la Route 32 à Woodbury Common, le Gouverneur Cuomo a déjà pris des mesures pour résoudre les problèmes d'embouteillages dans cette zone. En poursuivant sur cette lancée, le Gouverneur Cuomo soutiendra un examen de la possibilité d'un partenariat public-privé pour créer une nouvelle station Metro North à Woodbury Common.
- **Construire l'AirTrain pour créer un accès ferroviaire à l'aéroport LaGuardia :** L'aéroport LaGuardia reste le seul aéroport majeur de la côte Est sans accès ferroviaire direct. Pour remédier à ce problème, le Gouverneur Cuomo appelle l'Autorité portuaire de New York et du New

Jersey à autoriser rapidement la création d'une liaison de l'AirTrain entre LaGuardia et Willets Point dans le Queens, créant ainsi un accès jusqu'à la ligne de métro numéro 7 et au réseau ferroviaire Long Island Rail Road, qui assure un service jusqu'à Grand Central, Penn Station et l'ensemble de Long Island. Ce projet devrait être développé par le biais d'un partenariat public-privé. L'Autorité portuaire démarrera la procédure d'étude environnementale dès que possible, dans l'objectif de commencer les travaux en 2019.

- **Prendre des mesures pour dynamiser Red Hook** : Red Hook, Brooklyn et leurs communautés environnantes deviennent des centres de possibilité et d'opportunité. Le Gouverneur Cuomo appelle l'Autorité portuaire de New York et du New Jersey à explorer les options permettant d'améliorer et de regrouper les opérations maritimes, en déplaçant les activités de Red Hook au Sud de Brooklyn. De plus, le Gouverneur appelle également la MTA à étudier des options en vue d'améliorer la desserte en transports en commun du quartier de Red Hook et des communautés voisines. Devrait notamment examinée l'extension potentielle du métro de Lower Manhattan à une nouvelle station à Red Hook au moyen d'un tunnel sous-marin. Dès qu'un plan pour moderniser et potentiellement regrouper les activités maritimes se dessinera clairement et que la MTA aura terminé son étude, un processus de planification communautaire, auquel participeront les représentants élus et les parties prenantes intéressées, devrait recommander des alternatives de réaménagement appropriées pour chaque terrain de l'Autorité portuaire qui ne sera plus requis pour les besoins des activités maritimes.
- **Construire un port intérieur dans le Centre de l'État de New York pour améliorer le commerce régional** : En s'appuyant sur les investissements historiques du Gouverneur Cuomo pour moderniser notre infrastructure, New York construira un port intérieur dans la ville de DeWitt, qui facilitera le transport de fret en conteneur par voie ferroviaire plutôt que par camions. Cette initiative améliorera la compétitivité économique des entreprises d'import/export dans le centre de l'État de New York, tout en exploitant l'infrastructure ferroviaire financée par le secteur privé desservant la région. Le port intérieur permettra de réduire les coûts de transport liés au déplacement de fret en conteneur entre le Port de New York et du New Jersey et la région du Centre de l'État de New York, avec une réduction des coûts allant jusqu'à 500 dollars par conteneur ; de conserver et de créer des emplois liés au fret ; de réduire les émissions des véhicules ; et d'écarter les gros camions de la zone métropolitaine de New York et de l'Interstate 81.
- **Faire avancer l'I-81 grâce à une déclaration d'impact environnemental élargie** : Le Gouverneur Cuomo a fermement défendu la revitalisation du viaduc de l'I-81 et a encouragé l'exploration minutieuse de chaque option et alternative pour cette artère vieillissante. En 2017, le Gouverneur a demandé au Département des transports de l'État de New York de lancer une étude indépendante des solutions alternatives, comme les tunnels et autoroutes en tranchée, pour l'axe de l'I-81, qui a conclu que bien que le tunnel soit la solution la plus coûteuse, celle-ci est faisable sur le plan technique et pourrait être étudiée dans la déclaration d'impact



environnemental (Environmental Impact Statement, EIS). Le Gouverneur Cuomo demande maintenant au DOT d'ajouter le tunnel en tant que solution alternative à l'EIS actuelle, pour que cette option fasse l'objet d'un examen plus poussé, ce qui permettra aux agences publiques et de conseil d'apporter des commentaires sur les trois solutions alternatives faisables – le remplacement du viaduc, un réseau routier communautaire, et le tunnel en tant que solution alternative – et les études détaillées d'ingénierie, sociales, économiques et environnementales effectuées pour chacune de ces solutions.

- **Faire avancer la proposition transformatrice d'un tunnel à Long Island** : En 2015, le Gouverneur a accordé 5 millions de dollars au Département des transports pour examiner la faisabilité d'un tunnel reliant Long Island au comté de Westchester ou au Connecticut. Cette année, le Gouverneur a demandé que l'État de New York continue à explorer ce projet de tunnel, considéré par le DOT comme étant faisable en tant que solution permettant de réduire le trafic sur la Long Island Expressway encombrée.

### **Soutenir les emplois dans le secteur de l'énergie propre**

L'État de New York s'engage à développer une économie de l'énergie propre dynamique, et la croissance de l'emploi dans cette industrie émergente est en essor à travers l'ensemble de l'État, plus de 150 000 New-Yorkais travaillant dans l'industrie de l'énergie propre. En 2014, le Gouverneur a lancé la Réforme de la vision énergétique (Reforming the Energy Vision) afin d'établir un nouveau cadre pour un système énergétique propre, résilient et abordable pour tous les New-Yorkais. En 2016, le Gouverneur a établi la norme d'énergie propre, qui exige que 50 pour cent de l'approvisionnement électrique de New York provienne de sources d'énergie renouvelables d'ici 2030. Le Gouverneur a également soutenu la création d'un Fonds pour l'énergie propre (Clean Energy Fund) de 5 milliards de dollars sur 10 ans, conçu pour stimuler les investissements du secteur privé, soutenir les marchés de l'énergie propre et permettre des économies d'énergie dans l'ensemble de l'État. Le Fonds devrait permettre aux New-Yorkais d'économiser 39 milliards de dollars de coûts énergétiques au cours des 10 prochaines années tout en réduisant considérablement les émissions de gaz à effet de serre.

- **Augmenter le transport de l'énergie propre et renouvelable en investissant 200 millions de dollars pour atteindre l'objectif de stockage d'énergie sans précédent de 1 500 mégawatts d'ici 2025** : Comme les sources d'énergie renouvelables produisent une part plus importante de l'électricité de New York, New York doit également gérer l'intermittence des ressources propres, comme l'éolien et le solaire, qui ne sont pas disponibles en continu. Pour relever ces défis énergétiques et faire avancer les objectifs de New York en matière de climat et d'énergie propre, le Gouverneur lance une initiative visant à déployer un stockage d'énergie de 1 500 mégawatts, ce qui représente l'engagement le plus important par personne réalisé par un État, d'ici 2025 et employer 30 000 New-Yorkais dans ce secteur. Pour atteindre cet objectif, le Gouverneur Cuomo demande aux agences et autorités de l'État de

travailler ensemble en 2018 pour générer une réserve de projets de stockage par le biais des acquisitions effectuées par les entreprises de distribution d'énergie, pour promouvoir les changements réglementaires des tarifs des services de distribution d'énergie et des marchés de vente d'énergie en gros, pour intégrer le stockage dans les critères d'achats d'énergie renouvelable à grande échelle et pour réduire les obstacles réglementaires. Le Gouverneur annonce également un engagement d'au moins 200 millions de dollars de la Banque verte de New York (NY Green Bank) pour des investissements liés au stockage afin de contribuer à réduire les coûts et à déployer de manière stratégique le stockage de l'énergie là où le réseau en a le plus besoin. Enfin, le Gouverneur demande également à la NYSERDA d'investir au moins 60 millions de dollars par le biais de projets pilotes et activités liés au stockage afin de réduire les obstacles au déploiement du stockage d'énergie.

- **Solliciter des propositions pour l'éolien offshore** : Pour positionner New York en tant que leader sur le marché de l'éolien offshore aux États-Unis et favoriser la concurrence, réduire les coûts et créer des emplois dans cette industrie émergente, le Gouverneur Cuomo appelle l'État à acquérir au moins 800 mégawatts d'énergie éolienne offshore par le biais de deux sollicitations qui seront lancées en 2018 et 2019, et qui produiront suffisamment d'énergie propre et renouvelable pour alimenter 400 000 ménages de New York. Le Gouverneur demande également à la NYSERDA d'investir 15 millions de dollars dans le développement de la main-d'œuvre du secteur de l'énergie propre et la promotion de l'infrastructure pour former les travailleurs aux emplois de ce secteur, notamment la construction, l'installation, l'exploitation, la maintenance, la conception d'installations liées à l'éolien offshore et des infrastructures connexes. Pour attirer des investissements privés dans l'infrastructure portuaire et les activités de la chaîne d'approvisionnement, le Gouverneur Cuomo demande également à la NYSERDA de travailler avec l'Empire State Development et les autres agences d'État pour identifier les investissements les plus prometteurs dans les infrastructures portuaires publiques et privées d'éolien offshore.
- **Éloigner le Fonds commun de New York des investissements dans les combustibles fossiles** : L'État de New York a pris des mesures majeures en vue de réduire son empreinte carbone et de diminuer son utilisation des combustibles fossiles en tant que source d'énergie, et pourtant, le Fonds commun de New York (New York Common Fund) reste fortement investi dans les combustibles fossiles. Le Gouverneur demande au Fonds de s'écarter des investissements importants dans les combustibles fossiles et de cesser tous les nouveaux investissements dans des entités dont les activités sont en grande partie liées aux combustibles fossiles. De plus, le Gouverneur travaillera avec le Contrôleur de l'État pour créer un comité consultatif de représentants dans les domaines financier, économique, scientifique, des entreprises et de la main-d'œuvre en tant que ressource pour permettre au Fonds commun d'élaborer un plan d'action menant à la décarbonisation, pour investir dans les options permettant de lutter contre le changement climatique et soutenir l'économie de l'énergie propre tout en évaluant les

risques financiers et en protégeant le Fonds. Enfin, le Gouverneur demande au Fonds de consacrer une part importante du portefeuille du Fonds aux investissements qui promeuvent directement l'énergie propre, ce qui se justifie sur le plan économique et environnemental.

## **UN NEW YORK PLUS PROPRE, PLUS VERT ET PLUS SAIN : LE PROGRAMME AXÉ SUR LE BIEN-ÊTRE**

L'État de New York s'engage à élargir l'accès à des soins de santé abordables et de qualité pour tous les New-Yorkais. Sous la direction du Gouverneur Cuomo, New York a adopté une approche globale à l'égard des soins de santé, en promouvant des modes de vie sains et en prenant des mesures pour garantir un environnement propre. De la restructuration de Medicaid en vue de réduire les coûts et d'améliorer les soins au fait d'épouser la Loi sur les soins abordables (Affordable Care Act) et d'inscrire près d'un New-Yorkais sur cinq sur le marché de l'assurance de l'État, le Gouverneur Cuomo a transformé les soins de santé dans l'État de New York. Cette année, New York continuera à élargir l'accès aux soins de santé abordables et de qualité tout en relevant les défis de santé majeurs auxquels sont confrontées les communautés de l'État aujourd'hui.

- **Faire reculer l'épidémie d'opioïdes** : Sous la direction du Gouverneur Cuomo, New York a pris des mesures audacieuses pour lutter contre les effets locaux d'une crise nationale de dépendance mortelle aux opioïdes, avec des augmentations importantes dans les capacités de traitement, des services de soutien solides, l'élimination des obstacles permettant d'accéder à un traitement de haute qualité, et les activités d'information et de sensibilisation. Cependant, malgré ces progrès, les New-Yorkais sont encore trop nombreux à souffrir de la dépendance. Pour régler cette crise de santé publique, le Gouverneur Cuomo propose un plan complet pour tenir les sociétés pharmaceutiques responsables de la persistance de l'épidémie ; renforcer les mesures de protection contre la dépendance liée aux opioïdes sur ordonnance ; prendre des mesures pour éliminer les obstacles relatifs à l'assurance pour les services de traitement de la toxicomanie et de désintoxication ; demander aux agences de l'État de mettre en œuvre des réformes réglementaires et politiques pour accroître l'accès aux services de traitement de la toxicomanie ; et faire avancer la législation pour ajouter 11 analogues du fentanyl à la Liste I (Schedule I) des listes de substances contrôlées de la Loi sur la santé publique de l'État de New York (New York State Public Health Law).
- **Imposer les analyses de la teneur en plomb** : Limiter l'exposition au plomb est essentiel pour protéger la santé et la sécurité des enfants à travers l'État de New York. Le Gouverneur Cuomo demande au Département de la santé de l'État (State Department of Health), au Renouvellement du logement et des communautés de l'État de New York (New York State Homes and Community Renewal), et à d'autres partenaires de l'État d'élaborer un système afin de garantir que toutes les autorités de logement et les propriétaires privés de l'État protègent les enfants contre ce risque. Cette proposition fait suite à la révélation inacceptable de la part de l'Autorité du logement de la ville de New York

(New York City Housing Authority) de son incapacité à supprimer les peintures à base de plomb et à avertir les locataires du danger.

### **Améliorer l'accès aux espaces verts**

L'État de New York compte certaines des ressources naturelles les plus intactes du pays et le Gouverneur Cuomo a continué à démontrer son engagement à protéger et à améliorer l'accès aux espaces verts de New York.

- **Terminer le parc Hudson River Park** : Comprenant une superficie de plus de 500 acres et s'étendant sur 4,5 miles le long du quartier West Side de Manhattan, l'Hudson River Park est le deuxième plus grand parc de l'arrondissement après Central Park. Sous la direction du Gouverneur Cuomo, l'investissement de l'État dans l'Hudson River Park est resté important, facilitant le réaménagement de la jetée 26 (Pier 26), de la jetée 57 (Pier 57) et des réparations de l'infrastructure essentielle après les dégâts causés par l'ouragan Sandy, entre autres projets importants. Cependant, malgré ces engagements, les travaux du parc ne sont achevés qu'à 77 pour cent, et la date initialement prévue pour achever le parc, 2005, est passée depuis longtemps. Cette année, le Gouverneur Cuomo s'engage à réaliser la vision majeure à l'échelle du pays développée par son père. Le Gouverneur travaillera avec la ville pour effectuer les investissements échelonnés et complémentaires nécessaires pour accomplir le travail. De plus, l'État continuera à faciliter des partenariats public-privé, tout en garantissant l'achèvement du plan de gestion de l'estuaire (Estuary Management Plan) et la protection du sanctuaire marin.

### **Protéger la propreté de notre eau**

Depuis son entrée en fonction, le Gouverneur Cuomo a pris des mesures énergiques pour protéger et préserver la propreté de l'eau potable à New York afin de garantir que les générations actuelles et futures de New-Yorkais aient accès à une eau propre. En 2016, le Gouverneur a lancé l'Équipe d'intervention rapide sur la qualité de l'eau (Water Quality Rapid Response Team) pour identifier et régler rapidement les problèmes de qualité de l'eau potable à travers l'État et en 2017, le Gouverneur Cuomo a signé la Loi sur les infrastructures d'eau potable (Clean Water Infrastructure Act) - un investissement de 2,5 milliards de dollars dans les infrastructures d'eau potable et la protection de la qualité de l'eau à travers New York. De plus, le Gouverneur a adopté la Loi d'amélioration des infrastructures de distribution d'eau (Water Infrastructure Improvement Act) de 2015 de 400 millions de dollars, a alloué un investissement record de 300 millions de dollars au Fonds de protection de l'environnement (Environmental Protection Fund) et a versé 11 milliards de dollars à titre de financement du Fonds renouvelable pour l'eau potable et l'eau salubre de l'État (Drinking Water and Clean Water State Revolving Fund).

- **Confinement et traitement rapides du panache de Grumman** : Dans le comté de Nassau, les pratiques industrielles des installations de la Marine des États-Unis et de Northrop Grumman Aerospace Bethpage dans la

ville d'Oyster Bay ont laissé derrière elles de la pollution sous la forme d'un énorme panache d'eaux souterraines contaminées qui touche la communauté environnante depuis les années 1930. À la demande du Gouverneur, le Département de la protection de l'environnement (Department of Environmental Conservation, DEC) de l'État a lancé une enquête technique en vue d'évaluer les possibilités de dépollution accélérée, notamment le confinement total du panache, afin d'assurer que la contamination ne menace pas d'autres puits d'eau potable. Cette année, l'État accélérera la construction d'un nouveau système de puits ultra moderne pour confiner entièrement et traiter le panache de contamination et protéger la qualité de l'eau potable à Long Island, et utilisera tous les outils juridiques à sa disposition pour que la Marine des États-Unis et Northrop Grumman assument la responsabilité de la construction et de l'exploitation du système de confinement et de traitement.

- **Poursuivre l'EPA en justice pour qu'elle achève le nettoyage du fleuve Hudson** : Le Gouverneur Cuomo, en partenariat avec le Procureur général Schneiderman, s'est engagé à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour poursuivre l'Agence de protection de l'environnement (Environmental Protection Agency, EPA) si l'agence juge que le nettoyage des polychlorobiphényles de la partie supérieure du fleuve Hudson est achevé. Compte tenu des preuves irréfutables et des données indiquant que la mesure d'assainissement ne protège pas la santé humaine et l'environnement, la décision de l'EPA d'attester que le nettoyage des PCB pour la partie supérieure de la rivière Hudson est achevé est indéfendable. Comme l'EPA continue à renoncer à sa responsabilité, le Gouverneur Cuomo luttera pour protéger la rivière et les communautés environnantes. New York est également prêt à se retirer du Record of Decision (ROD) 2002 (document prévoyant le dragage, COD), signé sous une administration précédente, qui a guidé le nettoyage et l'enlèvement de millions de tonnes de sédiments contaminés par les PCB de la partie supérieure du fleuve Hudson.
- **Lutter contre les proliférations d'algues nuisibles dans les eaux de New York** : Sous la direction du Gouverneur Cuomo, l'État a pris des mesures complètes pour lutter contre la menace croissante des proliférations d'algues nuisibles dans les plans d'eau de New York. Cette année, le Gouverneur mettra en œuvre une initiative de 65 millions de dollars pour lutter contre les proliférations d'algues nuisibles dans le Nord de l'État de New York, en se concentrant sur 12 lacs prioritaires, particulièrement vulnérables aux proliférations d'algues nuisibles.
- **Exiger des mesures correctives accélérées à la station de traitement des eaux usées de Niagara Falls (Niagara Falls Wastewater Treatment Facility)** : Suite à des rejets visibles d'eaux noires provenant de la station de traitement des eaux usées de Niagara Falls, le Gouverneur Cuomo a demandé au Département de la protection de l'environnement de l'État de tenir pour responsable l'Office des eaux de Niagara Falls (Niagara Falls Water Board) et de prendre des mesures pour protéger la qualité de l'eau dans cette attraction touristique emblématique. Pour garantir que les problèmes de la station de traitement

des eaux usées de Niagara Falls soient entièrement résolus, le Gouverneur Cuomo investira plus de 20 millions de dollars dans le lancement de la première phase de rénovation du réseau d'assainissement afin de finaliser les améliorations infrastructurelles et opérationnelles globales apportées à la station de traitement des eaux usées de Niagara Falls. La proposition du Gouverneur prévoit également 500 000 dollars pour accélérer deux études techniques requises par la nouvelle ordonnance par consentement de l'Office des eaux de Niagara Falls visant à évaluer les rejets et les systèmes de traitement de l'usine.

## **MENER LA LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE**

Sous la direction du Gouverneur Cuomo, New York a établi avec succès certaines des politiques les plus strictes et les plus rigoureuses de la nation concernant le changement climatique. De la Réforme de la vision énergétique (Reforming the Energy Vision) à l'établissement d'objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre de 40 pour cent d'ici 2030 et de 80 pour cent d'ici 2050, New York joue un rôle leader dans le combat contre le changement climatique. En juin 2017, le Gouverneur Cuomo a formé l'Alliance pour le climat des États-Unis (U.S. Climate Alliance) avec les Gouverneurs de Californie et de l'État de Washington pour garantir que les partenaires qui le souhaitent à travers le pays continuent à respecter ou dépasser les objectifs de l'Accord de Paris sur le changement climatique. Alors que le gouvernement fédéral abdique sa responsabilité de prendre la tête du combat contre le changement climatique, l'État de New York continuera à intervenir pour protéger notre environnement, notre santé et l'avenir de nos enfants.

- **Élargir l'Initiative régionale des gaz à effet de serre et réduire de manière équitable les émissions causées par les centrales électriques les plus polluantes, utilisées pendant les périodes de pointe et de demande élevée** : En 2013, le Gouverneur Cuomo a incité les États de l'Initiative régionale des gaz à effet de serre (Regional Greenhouse Gas Initiative, RGGI) à réduire le plafond des émissions de gaz à effet de serre (Greenhouse gas, GHG) produites par les centrales électriques de 50 pour cent d'ici 2020. En août 2017, les autres États de la RGGI ont accepté l'appel du Gouverneur Cuomo, dans le cadre de l'état de l'État 2017, en faveur d'une nouvelle réduction du plafond de 30 pour cent d'ici 2030. De plus, le Gouverneur Cuomo s'est engagé à supprimer progressivement l'utilisation du charbon dans les centrales électriques de l'État d'ici 2020. En 2018, le Gouverneur Cuomo a hâte de travailler avec les autres États de la RGGI et de nouveaux partenaires potentiels en Virginie et dans le New Jersey pour assurer une transition harmonieuse vers un marché des GHG plus large et plus rentable qui maintient les réductions ambitieuses de la pollution atmosphérique fixées par l'initiative. Le Département de la protection de l'environnement s'engagera également dans l'élaboration de règles en 2018 pour mettre en œuvre la réduction de 30 pour cent du plafond annoncée par les États de la RGGI en août 2017, y compris les révisions visant à renforcer la RGGI en regroupant et en couvrant ainsi les centrales utilisées pendant les heures de pointe, qui dépassent collectivement le seuil de capacité de

25 mégawatts fixé par la RGGI. Cette année, le DEC proposera également des réformes complémentaires visant à réduire les émissions de polluants contribuant au brouillard de pollution, causées par les centrales fonctionnant pendant les heures de pointe, et adoptera des réglementations pour mettre fin à l'utilisation du charbon dans les centrales électriques de l'État d'ici 2020.

- **Convoquer à nouveau le Comité consultatif scientifique sur le changement climatique dissous par le gouvernement fédéral** : Après avoir annoncé son retrait de l'Accord de Paris, le gouvernement fédéral a pris une autre mesure peu judicieuse en abolissant le Comité consultatif fédéral pour l'évaluation soutenue du climat à l'échelle nationale (Federal Advisory Committee for the Sustained National Climate Assessment), un groupe composé de grands scientifiques et de parties prenantes chargés de formuler des recommandations au gouvernement fédéral afin de soutenir les gouvernements étatiques et locaux, les communautés et le secteur privé dans la préparation aux effets du changement climatique. Par conséquent, le Gouverneur Cuomo, en tant que coprésident de l'Alliance pour le climat des États-Unis et en collaboration avec ses partenaires, convoquera à nouveau le Comité consultatif pour formuler des recommandations visant à relever les défis posés par le changement climatique. En conséquence, le Comité consultatif poursuivra ses travaux essentiels sans ingérence politique, et fournira les conseils nécessaires pour l'adaptation au changement climatique.
- **Lancer l'initiative Resilient NY pour améliorer radicalement la résilience de la communauté face aux événements météorologiques extrêmes** : Suite à des dizaines d'événements météorologiques extrêmes dans l'État de New York, le Gouverneur Cuomo a pris des mesures audacieuses et énergiques pour garantir que les communautés touchées par les événements météorologiques extrêmes non seulement s'en remettent, mais se reconstruisent en mieux. Cette année, le Gouverneur propose d'élaborer un programme complet pour s'adapter et se préparer aux événements météorologiques extrêmes associés au changement climatique. Ce plan se penchera sur les directives en matière de résilience, et offrira un soutien financier de l'État pour les plans de résilience modernes à l'échelle locale visant à protéger les communautés des inondations.
- **Investir près de 130 millions de dollars des sommes perçues dans le cadre du règlement avec Volkswagen dans les projets de transport propre** : Sous la direction du Gouverneur Cuomo, le Département de la protection de l'environnement travaille avec les autres agences de l'État et parties prenantes pour élaborer un plan visant à investir les 127,7 millions de dollars accordés à New York dans le cadre du règlement avec Volkswagen suite à la violation de la Loi sur la propreté de l'air (Clean Air Act). Toutes les catégories d'investissement donneront la priorité au remplacement des véhicules diesel par des véhicules électriques sans émissions, favorisant ainsi la transformation vers un système de transport à faibles émissions de carbone. Avec ce plan stratégique et complet, l'État de New York s'emploiera à investir tous les fonds issus du règlement avec Volkswagen au cours des trois prochaines années.

## **FAIRE AVANCER LE PROGRAMME DÉMOCRATIE**

### **Protéger l'inviolabilité de nos élections**

Comme l'a prouvé l'élection de 2016, les réseaux sociaux sont un outil très utilisé pour diffuser et regarder des publicités politiques, et pourtant, les publicités politiques sur les plateformes de réseaux sociaux ne sont pas réglementées de la même manière que les publicités sur les plateformes médiatiques traditionnelles. Cela a créé de nouvelles occasions permettant à des acteurs peu scrupuleux et perturbateurs d'influencer de façon répréhensible notre processus politique. Cette année, le Gouverneur Cuomo propose la politique la plus stricte et la plus complète pour garantir que les élections dans l'État de New York restent justes et transparentes, et que les publicités politiques en ligne soient archivées et accessibles à tous.

- **Améliorer la transparence des publicités politiques numériques :** Pour garantir l'équité et la transparence des élections de New York, le Gouverneur Cuomo élabore une stratégie à trois volets pour :
- **Élargir la définition de « communication politique » donnée par l'État de New York pour inclure les publicités en ligne et numériques payées :** Cette proposition mettra à jour la définition de « communication politique » pour inclure les publicités en ligne et numériques payées, et exigera que tous les annonceurs incluent un avertissement dans leurs publicités liées à l'élection comme « financée par ».
- **Exiger que les plateformes numériques conservent un fichier public de toutes les publicités politiques achetées par une personne ou un groupe en vue d'être publiées sur la plateforme :** Le Gouverneur Cuomo propose d'obliger les plateformes numériques à tenir un fichier public rassemblant toutes les communications politiques achetées par une personne ou un groupe sur leur plateforme, en lien avec les élections de l'État de New York. Le fichier comprendrait une copie numérique de la publicité, une description du public ciblé par la publicité, le nombre de vues générées, les dates et les périodes de publication, les tarifs facturés et les coordonnées de l'acheteur. Cette archive permettra de garantir que les publicités politiques ne disparaissent pas, qu'elles restent consultables, et que leurs faits puissent être vérifiés par une partie plus importante de l'électorat.
- **Exiger que les plateformes en ligne déploient des efforts raisonnables pour garantir que les personnes et entités étrangères n'achètent pas de publicités politiques dans le but d'influencer l'électorat américain :** Le Gouverneur Cuomo propose de modifier la loi de l'État de manière à inclure les publicités en ligne ou numériques payées dans la définition des communications politiques. Ceci permettra de garantir que les entités étrangères ne puissent pas acheter et distribuer secrètement des publicités politiques liées aux élections de l'État par le biais des réseaux sociaux ou d'autres médias. Dans le cadre de la nouvelle loi, les acheteurs de publicités numériques auront l'obligation de s'inscrire en tant que comité financé par des dépenses indépendantes



(Independent expenditure committee), tout comme ils devraient le faire s'ils achetaient du temps de diffusion à la télévision. Il serait interdit aux entités étrangères de former un comité indépendant et, par conséquent, elles ne pourraient pas acheter et publier des publicités politiques en ligne. Le non-respect de ces obligations entraînerait une sanction civile pouvant aller jusqu'à 1 000 dollars pour chaque cas.

- **Instaurer le vote anticipé** : Actuellement, New York fait partie des 13 États dans lesquels le vote anticipé n'est pas possible et une excuse est exigée pour voter par procuration. Pour permettre aux New-Yorkais de voter plus facilement, le Gouverneur Cuomo propose d'instaurer le vote anticipé au sein de l'État, en exigeant que chaque comté offre aux résidents un accès à au moins un bureau de vote anticipé lors des 12 jours précédant le jour de l'élection. Les comtés doivent avoir un bureau de vote anticipé pour 50 000 habitants, et les électeurs auront au moins huit heures les jours de semaine et cinq heures le week-end pour voter de manière anticipée.
- **Adopter l'inscription automatique sur les listes électorales** : Pour moderniser le processus d'inscription sur les listes électorales, le Gouverneur Cuomo propose d'adopter un système mettant en œuvre l'inscription automatique sur les listes électorales, de simplifier les services de l'État en envoyant automatiquement les informations concernant les électeurs venant des agences pertinentes directement au Conseil des élections du comté (County Board of Elections).
- **Permettre l'inscription sur les listes électorales le jour-même** : Actuellement, New York ne permet pas aux électeurs de s'inscrire sur les listes électorales le jour de l'élection. Le Gouverneur Cuomo propose de permettre aux New-Yorkais de s'inscrire pour voter le jour-même afin que les dates limite d'inscription pénibles n'empêchent pas les New-Yorkais d'avoir l'opportunité de participer au processus électoral.
- **Améliorer la résilience en matière de cybersécurité pour les élections dans l'ensemble de l'État et se défendre contre les perturbations des élections** : Cette année, le Gouverneur propose d'agir pour garantir notre démocratie en prenant des mesures audacieuses pour protéger les élections de l'État :
- **Créer un Centre de soutien pour les élections** : Cela permettra de mettre à disposition du Conseil des élections de l'État (State Board of Elections) une expertise technique et des formateurs pour élaborer des réglementations visant à améliorer la cybersécurité des infrastructures électorales ; former les membres du Conseil des élections du comté aux meilleures pratiques en matière de cybersécurité ; et garantir la diffusion rapide des renseignements pertinents concernant les menaces aux parties prenantes locales.
- **Créer et déployer l'ensemble d'outils d'appui à la cybersécurité des élections** : Cet ensemble d'outils comprend une nouvelle série d'outils d'atténuation des menaces pour garantir la sécurité de l'élection à l'échelle étatique et locale. Ceci inclura des services liés aux logiciels et matériels de connexion et de surveillance des réseaux, la défense contre

les attaques par déni de service distribué et les logiciels de détection des changements pour garantir que tous les changements apportés aux bases de données des électeurs soient enregistrés et surveillés, et que tous les écarts soient identifiés, analysés et corrigés en temps opportun.

### **Améliorer la transparence et poursuivre la réforme de l'éthique**

Depuis le premier jour de son entrée en fonction, le Gouverneur Cuomo a lutté de manière énergique pour une réforme complète de l'éthique. La prise de position du Gouverneur Cuomo a commencé par la Loi sur la réforme de l'intégrité publique (Public Integrity Reform Act) de 2011, visant à améliorer la transparence et la responsabilisation à tous les échelons du gouvernement de l'État. Les efforts incessants du Gouverneur ont débouché sur un accord historique conclu en 2016 avec la Législature pour faire progresser davantage les réformes essentielles concernant les élections, le lobbying et l'application. Cette année, le Gouverneur Cuomo propose une approche à deux volets pour les réformes de l'éthique et de bon gouvernement. Ses propositions réaffirmeront le besoin continu de régler les problèmes non résolus, feront la lumière sur notre processus politique et ceux qui financent certains de ses aspects, et identifieront également de nouvelles solutions pour rétablir la confiance que les New-Yorkais devraient avoir dans leurs représentants élus.

- **Soumettre un amendement constitutionnel limitant les revenus extérieurs et créant une législature à temps plein** : La structure à temps partiel de la Législature permet à des professionnels aux parcours et expériences variés de servir le public. Cependant, des inquiétudes ont été soulevées concernant des conflits d'intérêts potentiels pouvant surgir des revenus que les législateurs tirent d'un autre emploi. Pour trouver le juste équilibre entre service public et entreprises privées, le Gouverneur propose de soumettre aux électeurs un amendement constitutionnel qui limiterait les revenus extérieurs pour les législateurs à 15 pour cent de leur salaire de base. Cette limite de 15 pour cent est la même limite que le Gouvernement fédéral impose aux revenus extérieurs des législateurs fédéraux.
- **Soumettre un amendement constitutionnel imposant une limitation des mandats pour les élus** : Les limites aux mandats actuelles obligent les membres du corps législatif à se représenter aux élections tous les deux ans, mais il n'y a aucune limite au nombre de mandats qu'ils recherchent. Le Gouverneur propose un amendement constitutionnel pour créer des mandats législatifs de 4 ans pour les membres du Sénat et de l'Assemblée. L'amendement constitutionnel proposé imposerait également des limites de mandats de 8 ans pour les nouveaux membres et imposerait des limites de mandat pour les élus à l'échelle de l'État.
- **Obliger les membres du corps législatif cherchant un revenu extérieur à obtenir un avis consultatif avant de percevoir un revenu extérieur** : Actuellement les législateurs peuvent gagner des revenus issus d'entreprises privées sans avoir l'obligation d'obtenir une analyse ou un accord concernant la question de la présence d'un conflit d'intérêts entre leurs revenus extérieurs et leurs devoirs à l'égard du public. Par conséquent, le Gouverneur propose des mesures législatives qui

obligeraient tous les législateurs à demander un avis consultatif de la commission d'éthique législative avant de gagner des revenus extérieurs. Afin de soutenir davantage leurs délibérations et discussions concernant les revenus extérieurs et les conflits d'intérêts, et de renforcer la confiance du public dans le processus, un délégué du Bureau d'administration judiciaire (Office of Court Administration) siègerait à la commission. En examinant les rémunérations issues d'activités non liées à l'État au cas par cas, cette mesure contribuerait à guider nos représentants élus, à prévenir les conflits d'intérêts et à améliorer la confiance du public dans tous les élus.

- **Remédier à l'échappatoire des LLC** Afin de maintenir des élections transparentes, libres et justes, qui ne sont pas sous l'emprise d'intérêts publics riches, la loi étatique limite les montants que les sociétés comme les individus peuvent donner directement aux candidats de l'État. Toutefois, en raison d'une singularité dans la manière dont le droit électoral actuel est interprété, les riches individus et sociétés peuvent utiliser les Limited Liability Companies, « LLCs », (sociétés à responsabilité limitée, SARL) à contourner les limites aux contributions de campagne de New York. Ce « LLC Loophole » dans le droit du financement des campagnes a permis à des intérêts particuliers de contourner les limites aux contributions et les obligations de divulgation. Le Gouverneur propose de supprimer l'échappatoire des LLC pour tous les représentants élus. Il est de notre responsabilité de garantir des règles du jeu équitables pour que les New-Yorkais riches et pauvres puissent faire entendre leur voix dans notre processus politique.
- **Assujettir les élus locaux à des exigences de divulgation financière :** Le Gouverneur propose que chaque représentant élu local qui perçoit plus de 50 000 dollars par an en salaire du Gouvernement, ainsi que tous les membres de l'exécutif des comtés (County Executives), les responsables de comté (County Managers) et tous les Présidents des conseils des autorités de surveillance des comtés (Chairs of County Board of Supervisors) déposent les mêmes déclarations de divulgation que les employés de l'État déposent auprès de la Commission conjointe d'éthique publique (Joint Commission on Public Ethics, JCOPE), ou un formulaire similaire approuvé par l'État. Cela signifie que les employés municipaux fourniraient les mêmes informations dans leurs déclarations de divulgation financière que les employés de l'État, y compris les revenus de leur conjoint(e) ou partenaire. Dans ce cas, la mise en lumière contribue largement à garantir au public que les personnes auxquelles a été confiée la mission de servir l'État remplissent leurs obligations à l'égard du public.
- **Instituer un financement public et adopter des réformes des finances de campagne supplémentaires :** Chaque jour, les New-Yorkais ordinaires ont des difficultés à faire entendre leur voix dans notre système politique. Quelle que soit le sujet, les candidats sont incités à se concentrer sur les grosses contributions plutôt que sur les petites. La seule façon de solutionner ce problème est d'instituer un système de financement public pour les campagnes électorales qui égale les fonds issus des petites contributions. Le Gouverneur Cuomo propose de faire

cela en instituant un système de financement public facultatif qui dispensera, en fonds publics, les mêmes montants que les petites contributions. L'État de New York continue également à autoriser des contributions illimitées à des comptes de tenue de parti par des personnes et sociétés. Ces comptes visent à soutenir les activités du parti non liées à la campagne, mais ils fournissent, au lieu de cela, un mécanisme supplémentaire pour les donateurs importants d'avoir un impact sur les campagnes électorales. New York autorise également à un intermédiaire de campagne, connu sous le nom de « bundler », à faire passer de larges regroupements de contributions individuelles à une seule campagne sans révéler l'identité du collecteur de fonds, ou « bundler ». Le Gouverneur propose de remédier à ces problèmes en imposant une limite de contribution de 25 000 dollars sur les comptes de tenue et en exigeant que l'identité des « bundlers » soit divulguée.

- **Promouvoir davantage de transparence par le biais d'une réforme complète de la FOIL :** La loi sur la liberté de l'information de l'État de New York (New York Freedom of Information Law, FOIL) régit le droit du public d'avoir accès aux dossiers du gouvernement et offre une transparence pour les citoyens du fonctionnement du gouvernement d'État. Le Gouverneur propose une réforme complète de la FOIL pour améliorer la transparence et promouvoir la franchise au sein du Gouvernement de l'État, notamment en exigeant la divulgation proactive de certains dossiers. Mais la transparence ne peut être limitée à l'exécutif. Tout le monde doit être logé à la même enseigne. Par conséquent, le Gouverneur propose que la FOIL s'applique également aux membres du corps législatif. De plus, le Gouverneur propose que la loi FOIL et la loi de l'État sur les réunions publiques (Open Meetings Law) s'appliquent à la fois à la JCOPE et à la Commission d'éthique législative pour assurer une plus grande transparence et responsabilité, et renforcer la confiance du public dans tous les aspects du Gouvernement de l'État.
- **Étendre l'autorité de l'Inspecteur général de l'État :** Le Gouverneur propose d'étendre l'autorité de l'Inspecteur général pour inclure la surveillance des organismes à but non lucratif et des fondations créées au profit de ou contrôlées par la SUNY ou la CUNY. L'Inspecteur général serait autorisé à enquêter sur les plaintes de corruption, de fraude, d'activité criminelle, de conflits d'intérêts ou d'abus au sein de chaque université et de ses organismes affiliés, et à communiquer les agissements criminels potentiels au sein de ces entités à des fins de poursuite. Le Gouverneur propose également d'élargir l'autorité de l'Inspecteur général pour inclure toute passation de marché liée à l'État ainsi que la mise en œuvre et l'exécution des politiques de contrôle financier à la SUNY et à la CUNY. Cela permettrait à l'Inspecteur général de superviser les politiques de tous les organismes et fondations à but non lucratif affiliés de chaque université respective.
- **Adopter des réformes de passation des marchés :** Malgré les garanties juridiques existantes, les conflits d'intérêts et les conduites illégales peuvent mettre en danger l'impartialité et l'objectivité du processus de passation de marchés actuel. Ce risque est amplifié encore davantage par les sommes considérables dépensées par l'État et les

agences publiques locales, qui excèdent dix milliards de dollars chaque année. Par conséquent, le Gouverneur propose la création d'un poste d'Agent en chef de passation des marchés (Chief Procurement Officer) pour contrôler l'intégrité et l'uniformité des pratiques de passation des marchés dans l'ensemble de l'État et s'assurer que le personnel de passation des marchés de l'État est préparé et bien placé pour conduire des passations de marchés efficaces et éthiques. À cette fin, l'Agent en chef de passation des marchés conduira un examen complet des pratiques actuelles de passation des marchés à travers toutes les entités de l'État et les organismes affiliés pertinents dans l'objectif d'établir les meilleures pratiques et de mettre en œuvre des politiques et procédures uniformes. De plus, le Gouverneur propose de nouvelles mesures qui interdiraient aux individus, organisations ou entités commerciales qui soumettent des offres, devis ou réponses aux appels d'offres de l'État de faire des contributions de campagne à tout titulaire de charge public dans la branche du Gouvernement attribuant le contrat, lorsque la décision est en instance, et pendant six mois après l'attribution du marché. Enfin, en vertu de la pratique actuelle, le Bureau du contrôleur d'État (Office of the State Comptroller), le Bureau du procureur général (Office of the Attorney General) et le Bureau des services généraux (Office of General Services) entreprennent soit des examens et des audits ou procèdent au paiement des prestataires de services du marché et/ou des bénéficiaires de subventions ayant de multiples projets avec l'État. Néanmoins, il leur manque un système unique pour suivre les paiements et les audits de ces entités et ils ne parviennent pas à coordonner leurs efforts sur une base régulière. Cela doit changer. Le Gouverneur propose des mesures législatives qui ordonneront à ces entités, ainsi qu'à l'Agent en chef de passation des marchés et au Bureau de technologie de l'information (Office of Information Technology), de collaborer sur une étude et d'effectuer des recommandations concernant des initiatives afin de mieux permettre au public de suivre les marchés et audits de l'État.

## **CONSTRUIRE UN NEW YORK PLUS FORT ET PLUS SÛR**

Le Gouverneur Cuomo a systématiquement pris des mesures décisives pour garantir la sécurité publique de tous les New-Yorkais. L'année dernière, les New-Yorkais ont été confrontés aux conséquences dévastatrices des événements météorologiques extrêmes, et l'intervention d'urgence mise en place par New York a dépassé nos frontières pour soutenir nos voisins. Cette année, le Gouverneur propose un ensemble de mesures sur la sécurité publique qui s'appuiera sur les efforts du Gouverneur en vue de lutter pour la sécurité de tous les New-Yorkais.

- **Mettre en place le meilleur programme de lutte contre le terrorisme du pays** : Le Gouverneur Cuomo a pris des mesures importantes pour lutter contre le terrorisme et assurer la sécurité des New-Yorkais contre les menaces nouvelles et émergentes. En 2015, il a lancé la campagne « Si vous voyez quelque chose, dites quelque chose » (See Something, Say Something), faisant de New York le seul État offrant la possibilité de signaler des comportements inhabituels par SMS. En 2016, le Gouverneur

a demandé au Bureau de contre-terrorisme de l'État (State Office of Counter Terrorism) de tester plus de 600 entreprises chaque année pour déterminer si et comment ces organisations signalent toute activité suspecte. En réaction à ces menaces nouvelles et changeantes, le Gouverneur a récemment annoncé un partenariat avec des experts reconnus de la lutte contre le terrorisme pour évaluer la sécurité de l'État et formuler des recommandations d'amélioration. Ces recommandations permettront à l'État de New York de mettre en place le meilleur programme de lutte contre le terrorisme du pays, permettant ainsi à l'État d'être mieux préparé pour répondre aux menaces modernes posées par le terrorisme. Ils fourniront également des recommandations pour mieux protéger nos ponts, nos tunnels, nos trains, nos bus et nos aéroports, ainsi que nos centres de transport à la Penn Station et à la Grand Central Station. Dans l'intervalle, le Gouverneur Cuomo prend des mesures pour restreindre les capacités des terroristes et faciliter le signalement des activités suspectes par les New-Yorkais. Ces mesures amélioreront la sécurité à l'échelle de l'État et renforceront les politiques, procédures et tactiques de lutte contre le terrorisme. Le Gouverneur Cuomo prendra des mesures supplémentaires pour protéger davantage l'État, notamment :

- **Élargir les réglementations concernant la location de véhicules** : Le Gouverneur Cuomo proposera une législation pour exiger que toute personne tentant de louer un véhicule ayant un poids total autorisé en charge de plus de 10 000 livres présente un permis de conduire valide et une autre forme d'identification à la société pour pouvoir obtenir les clés. Cela permettra de garantir que les personnes qui essaient de louer un véhicule sont réellement celles qu'elles prétendent être et d'éviter toute tentative de tromperie visant à dissimuler l'identité d'un locataire à des fins malveillantes.
- **Lancer une ligne téléphonique d'information sur le terrorisme** : En s'appuyant sur la campagne « Si vous voyez quelque chose, dites quelque chose », New York travaillera avec la Commission des services publics (Public Service Commission) pour mettre en place une ligne d'information sur le terrorisme à trois chiffres, la première de ce type, consacrée au signalement des menaces terroristes et des activités suspectes. Cette ligne à trois chiffres permettra aux New-Yorkais de se rappeler plus facilement de l'événement dont ils ont été témoins, et d'encourager le signalement pour éviter un acte terroriste potentiel.
- **Développer un système d'intervention pour la sécurité des établissements scolaires afin de garantir que les premiers intervenants aient accès en temps réel aux plans de chaque école dans l'État de New York** : Le Gouverneur Cuomo a mené le combat pour protéger les New-Yorkais de la violence liée aux armes à feu et des actes terroristes. Suite à la fusillade tragique de l'École élémentaire Sandy Hook en 2012, le Gouverneur a soutenu la législation sur les armes à feu la plus stricte et la plus intelligente à l'échelle du pays, et a plaidé en faveur d'un renforcement des

mesures de sécurité dans l'ensemble de l'État. Cette année, par exemple, le Gouverneur a annoncé un programme de subvention de 25 millions de dollars pour un renforcement essentiel de l'infrastructure pour les organismes à but non lucratif, les écoles privées, les garderies et les centres culturels afin d'améliorer la sécurité, et l'année dernière, le Gouverneur a accordé 10 millions de dollars aux forces de l'ordre locales pour des achats d'équipements afin d'améliorer la sécurité des agents de police et les capacités d'intervention. Pourtant, la menace de la violence de masse et des fusillades continue à meurtrir le pays. Au cours de l'année à venir, l'État étudiera de nouvelles solutions technologiques pour un système d'intervention pour la sécurité des établissements scolaires, pouvant inclure un suivi GPS en temps réel par l'équipe chargée de l'analyse de la sécurité des systèmes informatiques (Blue team) et des lignes de communication directes pour l'ensemble du personnel d'intervention. L'État garantira également que tous les établissements scolaires de l'État de New York disposent de plans intérieurs et extérieurs pour que les premiers intervenants puissent y entrer en sachant avec davantage de certitude où ils vont, où sont les menaces potentielles et où peuvent se cacher les victimes. Ces informations leur permettront d'agir dans des lieux nouveaux qu'ils ne connaissent pas, avec davantage de certitude et de rapidité pour sauver le plus grand nombre de vies possible.

###

Des informations complémentaires sont disponibles à l'adresse [www.governor.ny.gov](http://www.governor.ny.gov)  
État de New York | Chambre Exécutive | [press.office@exec.ny.gov](mailto:press.office@exec.ny.gov) | 518.474.8418